

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2224

20 octobre 2010

SOMMAIRE

Abaque S.à r.l.	106741	International Oil Products S.A.	106712
ACMBernstein SICAV	106711	Inversiones Bren S.A.	106750
A-DGZ 11-Fonds SICAV-SIF	106724	IVA Global SICAV	106706
Akka Development	106749	Laubach Group S.A.	106710
Arkadija GmbH	106747	Macquarie European Vehicle Safety Hol- dings 1 S.à r.l.	106750
Avolon Investments S.à r.l.	106747	MS Partners S.à r.l.	106744
BERKELEY Properties S.A.	106746	NG Luxembourg 3 S.à r.l.	106742
B-Investment S.A.	106749	Nirina Sàrl	106740
Blamar S.A.	106707	Norbel S.à r.l.	106752
BNP Paribas Short Term Fund	106707	Nortec B.V.	106715
BTM Premier Fund V	106714	Nospar S.A.	106740
Camargue Investments S.A. SPF	106750	Pat Holding S.A.	106712
Carimer S.A.	106723	Pjur Group Service Center S.A.	106746
Charlotte Properties S.A.	106740	POSE.LU s.à r.l.	106736
China Corn Oil S.A.	106710	Rak Porcelain Europe S.A.	106735
Collineo Holding S.à r.l.	106752	Robert Laubach SA	106710
Credit Suisse K-H-R Investments (Luxem- bourg), S.à r.l. S.C.S.	106742	SIPE, Société de Participations Financières	106712
DCF Fund (II)	106708	Société Anonyme des Entreprises Minières	106706
DCF Fund (II)	106708	Sparinvest Property	106716
Derketo Holding S.A.	106713	UBS (Lux) Bond Sicav	106709
DZ Privatbank S.A.	106718	UBS (Lux) Equity Sicav	106711
First International Investment Company S.à r.l.	106750	UniCredit Luxembourg S.A.	106718
Grove Holdings 2	106740	UniFavorit	106713
High Point Sàrl	106752	UniFavorit	106714
Honor Investment S.A.	106751	United Properties S.A.	106713
Hyposwiss (Lux) Fund	106739	Wajule	106741
I.E.C.L. S.à r.l.	106747		

S.A.D.E.M., Société Anonyme des Entreprises Minières, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 6.016.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le *11 novembre 2010* à 11.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

1. Soumission de la société à la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).
2. Changement de la dénomination de la société en «S.A.D.E.M. SA, Société Anonyme des Entreprises Minières, SPF» et modification subséquente de l'article 1 des statuts de la Société.
3. Adaptation afférente de l'article 4 des statuts de la Société relatif à l'objet pour lui donner la teneur suivante:
«La Société a pour objet exclusif, à l'exclusion de toute activité commerciale, l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'une part d'instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et d'autre part d'espèces et d'avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte. Par instrument financier au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière il convient d'entendre (a) toutes les valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce, (b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange, (c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire, (d) tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières, (e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques, (f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub a) à e) ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non endossables et quelque soit le droit qui leur est applicable. D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large, à condition que la Société ne s'immisce pas dans la gestion des participations qu'elle détient, tout en restant dans les limites de la Loi du 11 mai 2007 relative aux sociétés de gestion de patrimoine familial.»
4. Refonte des statuts.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2010138766/755/39.

IVA Global SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8023 Strassen, 14B, rue des Violettes.

R.C.S. Luxembourg B 147.807.

The extraordinary general meeting of shareholders which was held, before notary Henri Hellinckx, at the notary's office in 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg on 12 October 2010 could not validly deliberate on the item of the agenda as the quorum required by Article 67-1 (2) of the Luxembourg law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, was not reached.

Thus the Shareholders of IVA GLOBAL SICAViva Global Sicav (the "Company") are invited to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

to be held in Henri Hellinckx, at the notary's office in of the Notary Henri Hellinckx, 101 rue Cents, L-1319 Luxembourg, on *23 November 2010* at 14.30 PM (CET) for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

Agenda:

1. Transfer of the registered office of the Fund from 14B rue des Violettes L-8023 Strassen, Grand-Duchy of Luxembourg to 41 Op Bierg L-8217 Mamer, Grand-Duchy of Luxembourg and subsequent amendment of article 4 of the articles of incorporation.

The new text of the articles of incorporation of the Company will be made available at the registered office of the Company during normal business hours.

There is no quorum required and the resolution on the agenda must be passed by the affirmative vote of at least two thirds of the votes cast at the meeting.

Proxies are available at the registered office of the Management Company, Lemanik Asset Management Luxembourg S.A., 41 Op Bierg, L-8217 Mamer.

If you are unable to attend the meeting in person, please sign and date the proxy and return it no later than 19 November 2010 to the registered office of the Company (fax:+352 26396002).

Référence de publication: 2010138765/755/26.

Blamar S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 62.980.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 11 novembre 2010 à 15.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2009 et affectation des résultats,
- Décision de distribuer des dividendes,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010138764/755/18.

BNP Paribas Short Term Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 46.468.

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

se tiendra le jeudi 28 octobre 2010 à 11.30 heures, dans les locaux de BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, sis 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport de conseil d'administration et du rapport du réviseur d'entreprises;
2. Approbation des comptes pour l'exercice clôturé au 30 juin 2010 et de l'affectation des résultats de l'exercice;
3. Décharge aux administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

Les propriétaires d'actions au porteur désirant assister ou être représenté(e) à l'Assemblée sont priés de déposer leurs actions, cinq jours francs au moins avant la réunion, aux guichets des agents chargés du service financier, tels que mentionnés dans le prospectus.

Les propriétaires d'actions nominatives désirant assister ou être représenté(e) à l'Assemblée sont admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir cinq jours francs au moins avant la réunion, fait connaître leur intention de prendre part à l'Assemblée.

L'Assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre d'actions présentes ou représentées et les décisions seront prises à la majorité simple des actions présentes ou représentées. Toute action, quelle que soit sa valeur unitaire, donne droit à une voix.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2010134258/755/25.

DCF Fund (II), Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 86.729.

This notice is important and requires your immediate attention. If you are in any doubt about its content, please consult your stockbroker, bank manager, solicitor, accountant or other financial adviser.

The shareholders of DCF Fund (II) are invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders to be held at the registered office of the Company on *28 October 2010* at 12.00 a.m. to vote on the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the management's report and of the independent auditor's report for the accounting year ended 31 December 2009;
2. Approval of the audited financial statements for the accounting year ended 31 December 2009;
3. Appropriation of net results;
4. Discharge to the directors in respect of the execution of their mandates for the accounting year ended 31 December 2009;
5. Composition of the board of directors;
6. Re-election of the independent auditor;
7. Miscellaneous.

VOTING

The Annual General Meeting may validly deliberate without any quorum requirement. Resolutions on the agenda of the Annual General Meeting will be passed if approved by a simple majority of the shares represented.

PARTICIPATION TO THE MEETING

In order to be admitted to the Annual General Meeting and vote on the items listed in the agenda, the shareholders of DCF Fund (II) holding their shares in bearer form through the securities account of their credit institution or authorized financial intermediary (bearer shares in dematerialized book entry form) must produce a certificate issued by ING Luxembourg, Danske Capital, Sampo Bank, Plc, or any other relevant financial intermediary confirming (i) the number and class(es) of shares held by such person and (ii) confirming that such shares are blocked until the proposed date of the Annual General Meeting.

Holders of shares issued in registered form shall be permitted to participate to the Annual General Meeting and vote on the items listed in the agenda provided that their identity appear in the register of shareholders of the Company as of the day of the Annual General Meeting.

If you cannot attend the Annual General Meeting personally, but would like to be represented, please be informed that proxy forms are available at the registered office of the Company, 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg.

The proxy forms, together with the certificate issued by the relevant financial institution concerning bearer shares in dematerialized book entry form, have to be returned by fax to the attention of Mrs Estelle Blondé Bonilavri at (+352) 47 11 01 no later than two business days by 12.00 a.m. Luxembourg time before the day scheduled for the Annual General Meeting, i.e. by 26 October 2010 at 12.00 a.m.. The original of such documents are to be sent to the registered office of the Company at the above mentioned address.

By order of the Board of Directors of DCF Fund (II)

Référence de publication: 2010130458/795/43.

DCF Fund (II), Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 86.729.

The shareholders of DCF FUND (II) (the "Company") are hereby invited to attend an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of the Company, which will be held before a Luxembourg public notary, on *28 October 2010* at 14.00 p.m. Luxembourg time, in the premises of Arendt & Medernach, 14, rue Erasme, L-2082 Luxembourg, with the following agenda:

Agenda:

1. Amendments to the articles of incorporation of the Company (the "Articles") to reflect in particular the following:
* Amendment of the name of the Company into "KJK Fund SICAV-SIF";

- * Amendment of the management structure of the Company to be reorganized with a two tier management body composed of a management board and a supervisory board;
 - * Insertion of the provision on indemnification;
and as a consequence fully restate the articles of incorporation of the Company.
2. Appointment of the following persons as members of the management board until the close of the ordinary general meeting of shareholders of 2011:
 - Mr. Kustaa Äimä
 - Mr. Jaakko Salmelin
 - Mr. Kari Salonen
 3. Appointment of the following persons as members of the supervisory board until the close of the ordinary general meeting of shareholders of 2011
 - Mr. Leif Hasager
 - Mr. Karri Alameri
 - Mr. Timo Hukka
 - Mr. Nils Ladefoged
 - Mr. Antti Mantila
 4. Miscellaneous.

Organisation of the meeting

The draft revised Articles may be obtained at the registered office of the Company.

The quorum required for Item 1. of the Agenda by Article 31 of the Articles of the Company is 50% of the share capital. The resolutions on such item, in order to be adopted, shall be carried by at least two-thirds of the votes validly cast.

If you cannot attend the Extraordinary General Meeting personally, but would like to be represented, please be informed that proxy forms are available at the registered office of the Company, 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg.

The proxy forms, together with the certificate issued by the relevant financial institution concerning bearer shares in dematerialized book entry form, have to be returned by fax to the attention of Mrs Giedre Plentaite at +352 40 78 04 938, followed by the original per post at the following address: Arendt & Medernach, 14, rue Erasme, L-2082 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg no later than two business days by 12.00 a.m. Luxembourg time before the day scheduled for the Extraordinary General Meeting, i.e. by 26 October 2010 at 12.00 a.m.

By order of the board of directors of DCF FUND II.

Référence de publication: 2010130459/795/44.

UBS (Lux) Bond Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 56.385.

Die Aktionäre der UBS (Lux) Bond Sicav sind zur

JAHRESHAUPTVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die am Freitag, den 29. Oktober 2010 um 11:30 Uhr an deren Geschäftssitz stattfindet. Die Generalversammlung vom 20. September 2010 wurde ordnungsgemäss einberufen und mangels Fertigstellung des Jahresberichtes vertagt auf den 29. Oktober 2010 mit folgender Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers
2. Genehmigung des Jahresabschlusses zum 31. Mai 2010
3. Entscheidung über die Ergebnisverwendung
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates, der Geschäftsleitung und des Abschlussprüfers
5. Satzungsgemässe Wahlen
6. Mandat des Abschlussprüfers
7. Verschiedenes

Die aktuelle Ausgabe des Jahresberichts ist am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg während der normalen Öffnungszeiten kostenlos erhältlich.

Jeder Aktionär ist zur Teilnahme an der Jahreshauptversammlung berechtigt. Die Aktionäre können einen schriftlich bevollmächtigten Vertreter an ihrer Stelle senden.

Um an der Jahreshauptversammlung teilzunehmen, müssen die Aktionäre ihre Aktien spätestens um 16:00 Uhr fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung bei der Depotbank, UBS (Luxembourg) S.A., 33A avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg oder bei einer anderen beauftragten Zahlstelle hinterlegen. Es besteht kein Anwesenheitsquorum für die gültige Beschlussfassung in Bezug auf die Tagesordnungspunkte. Die Beschlussannahme kommt mit einfacher Mehrheit der bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien zustande. Auf der Jahreshauptversammlung berechtigt jede Aktie zur Abgabe einer Stimme.

Wenn Sie bei dieser Versammlung nicht dabei sein können, aber gerne einen Vertreter entsenden möchten, schicken Sie bitte eine mit Datum und Unterschrift versehene Vollmacht per Fax und anschliessend per Post spätestens fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung an UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A. 33 A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg zu Händen des Gesellschaftssekretärs, Faxnummer +352 441010 6249. Formulare zur Ausstellung einer Vollmacht können auf einfache Anfrage von der gleichen Adresse bezogen werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2010134239/755/35.

Robert Laubach SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9283 Diekirch, 5, Promenade de la Sûre.
R.C.S. Luxembourg B 95.621.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de notre société, qui se tiendra le mardi 2 novembre 2010 à 10 heures au siège social, 5, promenade de la Sûre, L-9283 DIEKIRCH, et de voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels 2009 et affectation du résultat.
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
3. Elections
4. Divers

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2010133551/3560/16.

Laubach Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9283 Diekirch, 5, Promenade de la Sûre.
R.C.S. Luxembourg B 124.004.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de notre société, qui se tiendra le mardi, 2 novembre 2010 à 11 heures au siège social, 5, promenade de la Sûre, L-9283 DIEKIRCH, et de voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels 2007 à 2009 et affectation des résultats.
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
3. Décision à prendre relatif à l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales
4. Elections
5. Divers

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2010133550/3560/17.

China Corn Oil S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 134.716.

All the shareholders of the company are convened to the

ORDINARY GENERAL MEETING

that will be held at the registered office, extraordinarily on *October 28th, 2010* at 2.00 pm, with the following agenda:

Agenda:

- Approval of December 31, 2009 balance sheet and profit and loss accounts;
- Hearing of the liquidator report;
- Appointment of the Auditor to the liquidation;
- Miscellaneous

The Liquidator.

Référence de publication: 2010133557/565/15.

UBS (Lux) Equity Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 56.386.

Die Aktionäre der UBS (Lux) Equity Sicav sind zur

JAHRESHAUPTVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die am Freitag, den 29. Oktober 2010 um 11:00 Uhr an deren Geschäftssitz stattfindet. Die Generalversammlung vom 20. September 2010 wurde ordnungsgemäss einberufen und mangels Fertigstellung des Jahresberichtes vertagt auf den 29. Oktober 2010 mit folgender Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers
2. Genehmigung des Jahresabschlusses zum 31. Mai 2010
3. Entscheidung über die Ergebnisverwendung
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates, der Geschäftsleitung und des Abschlussprüfers
5. Satzungsgemässe Wahlen
6. Mandat des Abschlussprüfers
7. Verschiedenes

Die aktuelle Ausgabe des Jahresberichts ist am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg während der normalen Öffnungszeiten kostenlos erhältlich.

Jeder Aktionär ist zur Teilnahme an der Jahreshauptversammlung berechtigt. Die Aktionäre können einen schriftlich bevollmächtigten Vertreter an ihrer Stelle senden.

Um an der Jahreshauptversammlung teilzunehmen, müssen die Aktionäre ihre Aktien spätestens um 16:00 Uhr fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung bei der Depotbank, UBS (Luxembourg) S.A., 33A avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg oder bei einer anderen beauftragten Zahlstelle hinterlegen. Es besteht kein Anwesenheitsquorum für die gültige Beschlussfassung in Bezug auf die Tagesordnungspunkte. Die Beschlussannahme kommt mit einfacher Mehrheit der bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien zustande. Auf der Jahreshauptversammlung berechtigt jede Aktie zur Abgabe einer Stimme.

Wenn Sie bei dieser Versammlung nicht dabei sein können, aber gerne einen Vertreter entsenden möchten, schicken Sie bitte eine mit Datum und Unterschrift versehene Vollmacht per Fax und anschliessend per Post spätestens fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung an UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A. 33 A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg zu Händen des Gesellschaftssekretärs, Faxnummer +352 441010 6249. Formulare zur Ausstellung einer Vollmacht können auf einfache Anfrage von der gleichen Adresse bezogen werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2010134240/755/35.

ACMBernstein SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 18, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 117.021.

The ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of ACMBernstein SICAV (the "Fund") will be held at 09:30 AM (local time) on Thursday, October 28, 2010 at the registered office of the Fund, 18, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg for the following purposes:

Agenda:

1. To approve the auditor's report and audited financial statements for the fiscal year ended May 31, 2010.
2. To approve the annual report of the Fund for the fiscal year ended May 31, 2010.
3. To grant discharge to the Directors with respect to the performance of their duties during the fiscal year ended May 31, 2010.
4. To elect the following persons as Directors, each to hold office until the next Annual General Meeting of Shareholders and until his or her successor is duly elected and qualified:

Yves Prussen

Nicolas Bérard

Steven Barr

Christopher Bricker

5. To appoint Ernst & Young, Luxembourg, as independent auditors of the Fund for the forthcoming fiscal year.

6. To transact such other business as may properly come before the Meeting.
October 12, 2010.

By Order of the Board of Directors.

Référence de publication: 2010134251/755/23.

International Oil Products S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 38.630.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra en l'étude du notaire Anja HOLTZ située à L-9570 Wiltz, 16-18, rue des Tondeurs, en date du 28 octobre 2010 à 14 heures 30, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transformation de la société en Société de Patrimoine Familial et modification subséquente des statuts;
2. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés aux 30 juin 2009 et 30 juin 2010;
3. Discussion et approbation des rapports du Commissaire afférents aux exercices clôturés les 30 juin 2009 et 30 juin 2010;
4. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant les exercices clôturés les 30 juin 2009 et 30 juin 2010;
5. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours des exercices clôturés les 30 juin 2009 et 30 juin 2010;
6. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 des LCSC pour les exercices clôturés les 30 juin 2009 et 30 juin 2010;
7. Modifications au sein du Conseil d'Administration et renouvellement du mandat du commissaire;
8. Divers.

Référence de publication: 2010134254/1004/22.

Pat Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 60.306.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra en l'étude du notaire Anja HOLTZ située à L-9570 Wiltz, 16-18, rue des Tondeurs, en date du 28 octobre 2010 à 16 h 30, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transformation de la société en SOPARFI et modification subséquente des statuts;
2. Conversion du capital en euros;
3. Divers.

Référence de publication: 2010134255/1004/14.

SIPE, Société de Participations Financières, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 41.240.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra en l'étude du notaire Anja HOLTZ située à L-9570 Wiltz, 16-18, rue des Tondeurs, en date du 28 octobre 2010 à 15 heures, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Décision d'augmentation du capital de la Société;
2. Renonciation au droit de préférence pour la souscription des actions nouvelles;
3. Modification de l'article 5 des statuts pour se conformer aux résolutions prises ci-dessus;
4. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés aux 31 décembre 2009;
5. Discussion et approbation du rapport du Commissaire afférent à l'exercice clôturé le 31 décembre 2009;
6. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice clôturé le 31 décembre 2009;

7. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice clôturé le 31 décembre 2009;
8. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 des LCSC pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2009;
9. Modifications au sein du Conseil d'Administration et renouvellement du mandat du commissaire;
10. Divers.

Référence de publication: 2010134256/1004/22.

United Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 12.779.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Qui se tiendra en l'étude du notaire Anja HOLTZ située à L-9570 Wiltz, 16-18, rue des Tondeurs, en date du 28 octobre 2010 à 15 heures 30, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 1^{er} des statuts concernant sa raison sociale;
2. Modification de l'objet social et modification conséquente de l'article 4 des statuts;
3. Modification de la date de l'assemblée générale annuelle et par conséquent de l'article 15 des statuts;
4. Reconduction des commissaires aux comptes;
5. Démission et nomination d'administrateurs et décharge;
6. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2010134257/1004/18.

UniFavorit, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, welches am 16. August 2010 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 17. August 2010.

Union Investment Luxembourg S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2010117215/11.

(100132425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Derketo Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 30.584.

DISSOLUTION

L'an deux mil dix, le trente et un août.

Par-devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Madame Erna ENG AMUNDSEN, demeurant au 1, Quai Kennedy, Boulevard Louis II, MC-98000 Monaco, ici représentée par Maître Brigitte GATHY, avocat, demeurant professionnellement 10, rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg, en vertu d'une procuration délivrée sous seing privé le 4 août 2010 à Monaco,

laquelle procuration après avoir été paraphée «ne varietur» par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentant restera annexée aux présentes.

Laquelle comparante, représentée comme ci-avant, est devenue Actionnaire unique, représentant l'intégralité du capital social de la société anonyme «DERKETO HOLDING S.A.» avec siège social à L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B, sous le numéro 30.584,

constituée suivant acte reçu par Maître Frank BADEN, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 2 mai 1989, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 283 du 5 octobre 1989,

modifiée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 25 août 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 874 du 20 novembre 1999.

L'Actionnaire unique, représentant l'intégralité du capital social de la société, a requis le notaire d'acter ce qui suit:

- qu'elle est propriétaire de la totalité des actions de la Société;
- qu'elle a pleine connaissance des statuts de la Société et en connaît parfaitement la situation financière.

Ensuite la comparante en sa qualité d'Actionnaire unique a déclaré dissoudre par les présentes la Société avec effet immédiat et déclare que le passif connu de ladite Société a été payé ou provisionné, tel qu'il résulte de la situation financière établie par la société anonyme FIDALPHA S.A., ayant son siège social à L-1651 Luxembourg, 9, avenue Guillaume (RCS Luxembourg B 114.321).

Qu'en qualité d'Actionnaire unique elle se trouvera investi de tout l'actif et s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement exister à charge de la Société et impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne.

Partant la dissolution de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

La comparante donne décharge pleine et entière aux membres du Conseil d'administration et au Commissaire aux Comptes pour leur mandat jusqu'à ce jour.

Le registre des actionnaires, ou les actions au porteur à annuler, ainsi que tous les documents et pièces relatifs à la Société dissoute resteront conservés durant cinq ans à L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la société dissoute et l'avoir social de, ou remboursement à, l'actionnaire unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Sur base de ces faits le notaire a constaté la dissolution de la société "DERKETO HOLDING S.A."

Déclaration

L'actionnaire unique déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, celle-ci a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: B. GATHY, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 1^{er} septembre 2010. Relation: LAC/2010/38215. Reçu 75,- € (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée au registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Référence de publication: 2010122596/58.

(100139008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2010.

UniFavorit, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement, welches am 16. August 2010 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 17. August 2010.

Union Investment Luxembourg S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2010117216/11.

(100132426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

BTM Premier Fund V, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Le règlement de gestion modifié de BTM PREMIER FUND V a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 2010.
MUGC LUX MANAGEMENT S.A.
Signature

Référence de publication: 2010133786/11.

(100152496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2010.

Nortec B.V., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 131.233,22.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 90.571.

L'an deux mil dix, le vingt-trois septembre,

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, qui restera dépositaire des présentes minutes,

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des associés de la Société à responsabilité limitée NORTEC B.V., Société à Responsabilité Limitée, (la «Société»), société régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 90.571, dont le siège a été transféré des Pays-Bas au Luxembourg, suivant acte de Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, notaire alors de résidence à Luxembourg, reçu en date du 23 décembre 2002, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés & Associations C N° 92 du 30 janvier 2003. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, le 25 mars 2010, acte publié au Mémorial C N° 727 du 8 avril 2010.

La séance est ouverte, sous la présidence de Madame Sabine PERRIER, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Isabel DIAS, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Raymond THILL, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président a déclaré et prié le notaire d'acter:

i) Qu'il appert de la liste de présence que les 2.892 (deux mille huit cent quatre-vingt-douze) parts sociales d'une valeur nominale de quarante-cinq virgule trois sept huit zéro deux un Euros (EUR 45,378021) représentant l'intégralité du capital social émis sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut valablement décider sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les associés ont été informés préalablement.

ii) Ladite liste de présence, portant signature des associés représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations, pour être soumises en même temps aux formalités d'enregistrement.

iii) Que l'ordre du jour de la présente assemblée est comme suit:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels clos au 31 décembre 2009 et des comptes intermédiaires de clôture de la Société au 23 septembre 2010, qui seront à considérer en même temps comme comptes de clôture du point de vue luxembourgeois.

2. Transfert du siège social de la Société de Luxembourg vers l'Espagne sans dissolution préalable et transformation concomitante de la Société en une société de nationalité espagnole.

3. Confirmation, sans restriction, de la reprise par la Société, désormais de nationalité espagnole, de tout l'actif et de tout le passif de la Société antérieurement de nationalité luxembourgeoise.

4. Démission du gérant unique et décharge pleine et entière à lui accorder pour l'exécution de son mandat.

5. Désignation d'un mandataire à Luxembourg et en Espagne aux fins des formalités à accomplir dans le cadre du transfert du siège principal de la Société de Luxembourg vers l'Espagne.

6. Divers.

Ensuite, l'assemblée générale, après délibération, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale approuve les comptes annuels établis au 31 décembre 2009 et les comptes intermédiaires de clôture au 23 septembre 2010 de la Société, à considérer comme comptes sociaux de clôture à Luxembourg.

Lesdits documents approuvés demeureront annexés aux présentes pour être enregistrés en même temps.

Deuxième résolution

En vertu des dispositions de l'article 67-1 (1) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, comme amendée, l'assemblée générale décide de transférer, sans dissolution préalable, l'établissement principal ainsi que le siège social de

la Société, jusqu'ici fixé à 124, Boulevard de la Pétrusse, L – 2330 Luxembourg en Espagne à l'adresse suivante: Av. Puente Cultural 10, Bloque B 1° -3, 28702 S. SEBASTIAN DE LOS REYES, MADRID, Espagne.

L'assemblée générale décide que la Société sera enregistrée au registre des sociétés de Madrid, Espagne.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide que ce transfert de siège a lieu avec tous les avoirs, les actifs et passifs de la Société, tout compris et rien excepté, sans dissolution ni liquidation préalables de la Société, qui continuera d'exister sous la nationalité espagnole.

En conséquence du transfert de l'établissement principal et du siège de la Société qui vient d'être décidé, l'assemblée générale décide d'accepter le changement de nationalité de la Société et d'adopter dorénavant pour la Société la nationalité espagnole.

Quatrième résolution

L'assemblée générale accepte la démission de Madame Sabine PERRIER, gérante unique de la Société et lui accorde décharge pleine et entière pour l'exécution de son mandat; cette décharge étant accordée sans restrictions, et notamment au vu de la situation des comptes intermédiaires établis au 23 septembre 2010, lesquels seront les comptes d'ouverture de la Société en Espagne.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide de conférer à Mme Sabine PERRIER ou tout avocat de l'étude LG@VOCATS, 124, Boulevard de la Pétrusse, L – 2330 Luxembourg, tous pouvoirs pour représenter la Société au Grand-Duché de Luxembourg dans toutes les instances administratives, fiscales et autres, nécessaires ou utiles relativement aux formalités et actes à accomplir en relation avec le transfert de l'établissement principal.

L'assemblée générale décide de conférer également à M. Pablo Luis Cayuela Rius, demeurant à Av. Guadalix 2, Colmenar Viejo, Madrid, Espagne, détenteur du passeport N° BE792152 avec pouvoir de substitution, tous pouvoirs pour représenter la Société en Espagne, pour effectuer toutes formalités dans toutes les instances administratives, fiscales et autres, nécessaires ou utiles relativement aux formalités et actes à accomplir en relation avec le transfert de l'établissement principal.

Effet juridique:

Les résolutions prises aux points 2 à 4 ci-dessus prendront effet à la date d'inscription de la société au Registre de Commerce de Madrid, Espagne.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Et après lecture, faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les membres du bureau ont tous signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. Perrier, I. Dias, R. Thill et M. Schaeffer

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 septembre 2010. Relation: LAC/2010/42003. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 octobre 2010.

Référence de publication: 2010135558/91.

(100154392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2010.

Sparinvest Property, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 127.383.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand ten, on the sixth day of September.

Before the undersigned Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Sparinvest S.A., a company, having its registered office at L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 81.400, here represented by its directors Mr. Jan Stig Rasmussen, Managing Director CEO, born 03-06-1961 in Denmark and Mr. Henrik Lind-Gronbaek, Managing Director, born 10-02-1964 in Denmark, both residing professionally in Luxembourg.

Such appearer has requested the undersigned notary to state:

- that the company "Sparinvest Property, société anonyme, qualifying as a Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV), having its principal office in L1470 Luxembourg, 69, route d'Esch, has been incorporated by a notarial deed, on the 18th day of December, 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N°1241 on the 22th day of June, 2006, the articles of incorporation of which (the "Articles of Incorporation") have been lastly amended by a deed of the undersigned notary residing in Luxembourg, on the eleventh day of November, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N°2820 on the 24th day of November, 2008, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, Section B, under number 127.383.

- that the capital of the company "Sparinvest Property" (the "Company"), represented currently by 35,441.5012 shares, was at any time equal to the total value of the net assets of the Company;

- that Sparinvest S.A., prenamed, has become owner of all the shares;

- that the appearing party, in its capacity of sole shareholder of the Company, has resolved to proceed to the anticipatory and immediate dissolution of the Company and to put it into liquidation;

- that the sole shareholder, in its capacity as liquidator of the Company, and according to the balance sheet of the Company as at September 6th, 2010, declares that all the liabilities of the Company, including the liabilities arising from the liquidation, are settled or retained;

The appearing party furthermore declares that:

- the Company's activities have ceased;

- the sole shareholder is thus vested with all the assets of the Company and undertakes to settle all and any liabilities of the terminated Company, the balance sheet of the Company as at September 6th, 2010, being only one information for all purposes;

- following the above resolutions, the Company's liquidation is to be considered as accomplished and closed;

- the Company's directors are hereby granted full discharge with respect to their duties, the Company's directors still have, however, responsibility over the financial statements and related documentation requested from the auditor;

- there shall be proceeded to the cancellation of all units;

- the books and documents of the Company shall be lodged during a period of five years at L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Costs

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are estimated approximately at one thousand euros (1,000.-Eur).

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the directors of the appearer who are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le six septembre.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Sparinvest S.A., une société, ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 81.400, ici représentée par ses directeurs Monsieur Jan Stig Rasmussen, Managing Director, CEO, né le 03-06-1961 au Danemark et Monsieur Henrik Lind-Gronbaek, Managing Director, né le 10-02-1964 au Danemark demeurant tous les deux professionnellement à Luxembourg.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant d'acter:

- que la société Sparinvest Property, société anonyme sous le régime d'une "société d'investissement à capital variable", ayant son siège social à L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch, a été constituée suivant acte notarié en date du 18 décembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 1241 en date du 22 juin 2006, dont les statuts de la Société (les «Statuts») ont été modifiés pour la dernière fois par un acte notarié du notaire instrumentant en date du 11 novembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N°2820 en date du 24 novembre 2008, et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, Section B, sous le numéro 127.383;

- que le capital social de la société "Sparinvest Property" (la "Société"), représenté actuellement par 35.441,5012 actions, a été à tout moment égal à la valeur totale de l'actif net de la Société.

- que Sparinvest S.A., précitée, est devenue seule propriétaire de toutes les actions;

- que la partie comparante, en sa qualité d'actionnaire unique de la Société, a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société et de la mettre en liquidation;

- que l'actionnaire unique, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 6 septembre 2010 déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné;

La partie comparante déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;

- l'actionnaire unique est investie de l'entièreté de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entièreté du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé, le bilan au 6 septembre 2010 étant seulement un des éléments d'information à cette fin;

- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;

- décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs de la Société, les administrateurs de la Société garderont, quoi qu'il en soit, une responsabilité au sujet des états financiers et tout ce qui sera en relation avec la documentation demandée par le commissaire aux comptes;

- il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les actions;

- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués approximativement à mille euros (1.000.-Eur).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux administrateurs de la comparante, connus du notaire instrumentant par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J.St. Rasmussen, H.Lind-Gronbaek, G.LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 8 septembre 2010. Relation: LAC/2010/39313. Reçu: soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): F.SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 septembre 2010.

Référence de publication: 2010129731/100.

(100148023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2010.

UniCredit Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 9.989.

DZ Privatbank S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 15.579.

In the year two thousand ten, on the twelfth day of the month of October.

Before Us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

Mrs Ariette Siebenaler, employee, with professional address at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg,, acting on behalf the boards of directors (the "Boards") of:

1) UNICREDIT LUXEMBOURG S.A., a public company with limited liability (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with registered office at 4, rue Alphonse Weicker L-2721 Luxembourg and registered with the Luxembourg trade and companies register (Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg) under the number B 9989 (the "Transferring Company"); and

2) DZ PRIVATBANK S.A., a public company with limited liability (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with registered office at 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen and registered with the Luxembourg trade and companies register (Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg) under the number B 15579 (the "Recipient Company").

(the Transferring Company and the Recipient Company will be referred to hereinafter as the "Companies").

by virtue of proxies given by the Boards of the Companies on 11 October 2010 and on 12 October 2010.

Such proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed.

Such appearing person, acting as stated here above, has requested the notary to record in the notarial form a spin-off plan (the "Spin-Off Plan") with the following modalities:

Modalities of the spin-off

1) The Recipient Company is a public company with limited liability (société anonyme) with its registered office at 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen, Grand Duchy of Luxembourg.

2) The Transferring Company is a public company with limited liability (société anonyme) with its registered office at 4, rue Alphonse Weicker L-2721 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

3) The Boards propose a spin-off of a branch of activity of the Transferring Company, without dissolution of the Transferring Company, consisting in the "Private and Business Clients" unit of the Transferring Company which unit is composed exclusively of those assets, rights and liabilities as well as the contracts and employees as specified in Schedule 1 hereto (the "Branch of Activity") to the Recipient Company (the "Spin-Off") in accordance with the provisions of article 308bis-5 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"). All concerned current clients will further be informed at the latest on 30 October 2010 of their forthcoming transfer to the Recipient Company by virtue of the Spin-Off.

4) On the Effective Date (as defined below), the Branch of Activity will be transferred ipso jure (transfert de branche d'activité et d'actifs) to the Recipient Company, in accordance with the rules applicable to demergers as provided in articles 285 to 308 of the Law, except for article 303 of the Law, in exchange for a cash consideration corresponding to 1% of the transferred assets valued on a reference date agreed between the Companies and payable by the Recipient Company to the Transferring Company. The cash consideration will be adjusted in accordance with the criteria agreed between the Companies.

5) Furthermore, an amount corresponding to 0.10% of the transferred assets as of 31 December 2011 shall be payable in addition to the cash consideration referred in point 4.

6) The shareholders of the Companies (the "Shareholders") are entitled to inspect the documents set forth in article 295 paragraph (1) of the Law at the registered office of the Companies during one month after the publication of the Spin-Off Plan in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"). The Shareholders may, upon simple request and free of charge, receive a complete copy of these documents.

Particular advantages

7) No special advantages will be granted to the auditor in charge to establish the report of the Spin-Off (except for the usual remuneration for its services), to the members of the Boards or to the statutory auditors of the Companies.

8) No special rights shall be granted to the shareholders of the Transferring Company or the shareholders of the Recipient Company.

Effective date of the spin-off

9) The proposed Spin-Off is subject to the condition that the shareholders of the Transferring Company approve the present Spin-Off Plan pursuant to an extraordinary general meeting of shareholders of the Transferring Company (the "Extraordinary General Shareholders Meeting") which shall occur at least one month after the filing and publication of this Spin-Off Plan in conformity with article 9 of the Law, subject i.a. to the fulfilment of the following conditions set forth in article 292 of the Law:

a) that the Spin-Off Plan has been published for the Recipient Company in the Memorial at least one month before the holding of the Extraordinary General Shareholders Meeting;

b) that all the shareholders of the Recipient Company are entitled at least one month before the holding of the Extraordinary General Shareholders Meeting to inspect the documents set forth in article 295, paragraph (1) of the Law, at the registered office of the Recipient Company;

c) that shareholders of the Recipient Company holding at least 5% of the shares of the subscribed capital have not, until the day following the holding of the Extraordinary General Shareholders Meeting, requested the convening of a shareholder meeting of the Recipient Company to decide whether to approve the Spin-Off or, if such request has been made, an extraordinary general meeting of shareholders of the Recipient Company has approved the Spin-Off.

10) The Spin-Off shall be effective amongst the Companies and vis-a-vis third parties, in accordance with the agreement of the Companies, on 31 December 2010, subject to the fulfilment of the conditions set forth in article 292 of the Law as listed under point 9) above.

The Spin-Off will take effect for legal and accounting purposes as of 31 December 2010 (the "Effective Date").

The publication of the notarial deeds containing the minutes of respectively the general meeting of shareholders of the Transferring Company approving the transfer of the Branch of Activity and, as the case may be, the general meeting of shareholders of the Recipient Company approving the transfer of the Branch of Activity, in accordance with the provisions of article 9 of the Law shall take place on 23 and by 28 December 2010 respectively.

11) The Companies shall themselves carry out all formalities, including such announcements as are prescribed by law, which are necessary or useful to carry into effect the Spin-Off.

12) This Spin-Off Plan is worded in English, followed by a German translation. In case of divergences between the English and the German texts, the English version will prevail.

Statement

In accordance with article 300 of the Law, the undersigned notary certifies the legality of the present Spin-Off Plan.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a German translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English text will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, the said person signed together with the notary the present deed.

Follows the German Translation

Im Jahre zweitausendundzwehn, am zwölften Tag des Monats Oktober.

Vor dem Notar Maître Henri HELLINCKX, mit Amtssitz zu Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

Frau Arlette Siebenaler, Angestellte, geschäftsansässig in 101, rue Cents, L-1319 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, handelnd für die Verwaltungsräte (die "Verwaltungsräte") der:

1) UNICREDIT LUXEMBOURG S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg mit Gesellschaftssitz in 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxemburg und eingetragen im Handels und Gesellschaftsregister von Luxemburg (Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg) unter der Nummer B 9989 (die "Übertragende Gesellschaft") und der

2) DZ PRIVATBANK S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg mit Gesellschaftssitz in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen und eingetragen im Handels und Gesellschaftsregister von Luxemburg (Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg) unter der Nummer B 15579 (die "Aufnehmende Gesellschaft").

(die Übertragende Gesellschaft und die Aufnehmende Gesellschaft werden gemeinsam nachstehend als die "Gesellschaften" bezeichnet).

auf Grund von Vollmachten, welche am 11 Oktober 2010 und am 12. Oktober 2010 durch die Verwaltungsräte der Gesellschaften erteilt wurden.

Diese Vollmachten, "ne varietur" durch die Bevollmächtigte und den unterzeichnenden Notar unterzeichnet, bleiben dieser Urkunde beigefügt.

Die erschienene Person, handelnd wie eingangs erwähnt, ersucht den Notar einen Spin-Off Plan (der "Spin-Off Plan") in Form einer notariellen Urkunde mit den folgenden Modalitäten zu beurkunden:

Modalitäten der Übertragung (Spin-off)

1) Die Aufnehmende Gesellschaft ist eine Aktiengesellschaft (société anonyme) gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg mit Gesellschaftssitz in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen, Großherzogtum Luxemburg.

2) Die Übertragende Gesellschaft ist eine Aktiengesellschaft (société anonyme) gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg mit Gesellschaftssitz in 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

3) Die Verwaltungsräte beabsichtigen die Übertragung eines Geschäftszweiges der Übertragenden Gesellschaft, ohne Auflösung der Übertragenden Gesellschaft, bestehend aus der "Privat- und Geschäftskunden" Abteilung der Übertragenden Gesellschaft, welche ausschließlich aus solchen Vermögenswerten, Rechten und Verbindlichkeiten sowie Verträgen und Arbeitnehmern zusammengesetzt ist, wie in Anhang 1 aufgeführt (der "Geschäftszweig"), an die Aufnehmende Gesellschaft (der "Spin-Off") im Einklang mit den

Bestimmungen von Artikel 308bis-5 des luxemburgischen Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das "Gesetz"). Sämtliche betroffenen Kunden werden ferner spätestens am 30. Oktober 2010 über ihre bevorstehende Übertragung auf die Aufnehmende Gesellschaft aufgrund des Spin-Off informiert.

4) Am Wirksamkeitsdatum (wie unten definiert) wird der Geschäftszweig von Rechts wegen (ipso jure), im Einklang mit den auf Spaltungen von Unternehmen anwendbaren Vorschriften der Artikel 285 bis 308 des Gesetzes und mit Ausnahme des Artikels 303 des Gesetzes, auf die Aufnehmende Gesellschaft übertragen (transfert de branche d'activité et d'actifs), gegen eine Barleistung entsprechend 1% der übertragenen Vermögenswerte welche an einem zwischen den Gesellschaften vereinbarten Referenztag zu bestimmen ist und zahlbar durch die Aufnehmende Gesellschaft an die Über-

tragende Gesellschaft. Die Barleistung wird in Übereinstimmung mit den von den Gesellschaften vereinbarten Kriterien angepasst.

5) Des Weiteren wird zusätzlich zu der unter Punkt 4 erwähnten Barleistung ein Betrag entsprechend 0,10 % der zu übertragenden Vermögenswerte zum am 31. Dezember 2011 zahlbar sein.

6) Die Anteilseigner der Gesellschaften (die "Anteilseigner") sind berechtigt die in Artikel 295 Absatz 1 des Gesetzes aufgeführten Dokumente innerhalb eines Monats nach der Veröffentlichung des Spin-Off Plans im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das "Mémorial") am jeweiligen Sitz der Gesellschaften einzusehen. Die Anteilseigner können, durch einfache Anfrage und ohne anfallende Kosten, eine Kopie sämtlicher Dokumente erhalten.

Besondere Vorteile

7) Dem für die Erstellung des Reports des Spin-Off verantwortlichen Wirtschaftsprüfer werden außer der üblichen Leistungsvergütung keine besonderen Vorteile gewährt; den Mitgliedern der Verwaltungsräte und den statutarischen Abschlussprüfern der Gesellschaften werden keine besonderen Vorteile gewährt.

8) Den Anteilseigner der Übertragenden Gesellschaft und der Aufnehmenden Gesellschaft werden keine besonderen Rechte eingeräumt.

Wirksamkeitsdatum des Spin-off

9) Der beabsichtigte Spin-Off unterliegt der Voraussetzung, dass die Anteilseigner der Übertragenden Gesellschaft den vorliegenden Spin-Off Plan in einer ausserordentlichen Hauptversammlung der Anteilseigner der Übertragenden Gesellschaft beschließen (die "Ausserordentliche Hauptversammlung"). Diese soll mindestens einen Monat nach der Hinterlegung und Veröffentlichung des Spin-Off Plans gemäß Artikel 9 des Gesetzes erfolgen, abhängig u.a. von der Erfüllung folgender Voraussetzungen wie in Artikel 292 des Gesetzes vorgesehen:

a) Veröffentlichung des Spin-Off Plans im Memorial mindestens einen Monat vor der Abhaltung der Ausserordentlichen Hauptversammlung für die Aufnehmende Gesellschaft;

b) Berechtigung aller Anteilseigner der Aufnehmenden Gesellschaft mindesten einen Monat vor der Abhaltung der Ausserordentlichen Hauptversammlung die in Artikel 295 Absatz 1 des Gesetzes aufgelisteten Dokumente am Sitz der Aufnehmenden Gesellschaft einzusehen;

c) Keine Beantragung ist erfolgt durch die Anteilseigner der Aufnehmenden Gesellschaft, die mindestens 5% der Anteile des gezeichneten Kapitals halten, zwecks Einberufung einer Hauptversammlung der Aufnehmenden Gesellschaft, um darüber zu entscheiden ob dem Spin-Off zugestimmt wird, bis zu dem Tag der dem Tag der Abhaltung der Ausserordentlichen Hauptversammlung folgt oder, falls eine solche Einberufung beantragt wurde, die Zustimmung für den Spin-Off durch die Anteilseigner der Aufnehmenden Gesellschaft während einer außerordentlichen Hauptversammlung dieser Anteilseigner.

10) Der Spin-Off wird am 31. Dezember 2010 zwischen den Gesellschaften und gegenüber Dritten wirksam sein, im Einklang mit den Vereinbarungen zwischen den Gesellschaften und abhängig von der Erfüllung der im Artikel 292 des Gesetzes aufgelisteten Voraussetzungen, wie oben unter Punkt 9 aufgeführt.

Der Spin-Off wird rechtlich und buchhalterisch ab dem 31. Dezember 2010 wirksam sein (das "Wirksamkeitsdatum").

Das Sitzungsprotokoll der notariell beurkundeten Generalversammlung der Übertragenden Gesellschaft, die die Übertragung des Geschäftszweigs genehmigt, und ggf. das Sitzungsprotokoll der Generalversammlung der Aufnehmenden Gesellschaft, die die Übertragung des Geschäftszweigs genehmigt, werden am 23. bzw. 28. Dezember 2010 gemäß den Vorschriften von Artikel 9 des Gesetzes veröffentlicht.

11) Die Gesellschaften sollen sämtliche Formalien, einschließlich der durch Gesetz vorgesehenen Bekanntmachungen ausführen, soweit zur Verwirklichung des Spin-Off zweckdienlich und erforderlich.

12) Der vorliegende Spin-Off Plan ist in Englisch gefasst, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Im Falle von Unterschieden zwischen der englischen und der deutschen Fassung ist die englische Fassung maßgebend.

Der unterzeichnende Notar bestätigt die Rechtmäßigkeit des vorliegenden Spin-Off Plans in Übereinstimmung mit Artikel 300 des Gesetzes.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, stellt hiermit fest, dass auf Verlangen der vorstehend genannten erschienenen Person die vorliegende Urkunde in englischer Sprache abgefasst wurde, gefolgt von einer deutschen Fassung. Auf Wunsch derselben erschienenen Person ist bei Widersprüchen zwischen der englischen und der deutschen Fassung die englische Fassung maßgeblich.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg an dem eingangs erwähnten Datum.

Nachdem dieses Dokument der erschienenen Person vorgelesen wurde, hat diese erschienene Person gemeinsam dem Notar die vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: A. SIEBENALER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 octobre 2010, Relation: LAC/2010/44690. Reçu douze euros (12.- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Folgt Kopie von Schedule 1 und Anhang 1

Schedule 1. Branch of Activity. The Branch of Activity is the "Private and Business Clients" unit of the Transferring Company, consisting mainly of the following elements:

- a) the clients, being all the persons and entities being in a banking relationship with the Transferring Company allocated to the "Private and Business Clients" unit (the "Clients")
- b) the assets and liabilities of the clients of the "Private and Business Clients" unit (as per the Effective Date, valued on the reference dates as agreed between the Companies) being:
 - the cash deposits of the Clients, consisting of the assets (fiduciary and non-fiduciary) deposited by the Clients on current account or term deposits;
 - any kind of shares, bonds, units or other type of security which the Transferring Company keeps in custody for the Clients and any balance of a metal account or physical precious metals kept in custody for the Clients;
 - any positive account balance of the Clients kept in accounts for which the Clients mandated the Transferring Company with the management of the assets, or assets invested in one of the funds managed or co-managed by the Transferring Company, all securities in a custody account for which a Client mandated the Transferring Company with the management of the assets;
 - loans and any other liabilities of the Clients, and
 - more generally, all assets of the Clients with the Transferring Company and all liabilities of the Clients towards the Transferring Company (including any collateral attached thereto).
- c) all contracts entered into between the clients of the Private and Business Clients unit and the Transferring Company, and
- d) the employment contracts and related agreements of the employees allocated to the "Private and Business Clients" unit.

Elements of the Branch of Activity being transferred

Pro-forma balance sheet as at 31 July 2010 of the elements transferred:

Assets	Liabilities
Customer loans	Customer Deposits
25	613
Loans to banks	
588	
Total	Total
613	613

And in addition:

Securities and Special Assets 2,043

All figures in million Euro

Without prejudice to the above, all assets and liabilities not further described in this Spin-Off Plan shall remain with the Transferring Company.

Gezeichnet: A. SIEBENALER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 octobre 2010. Relation: LAC/2010/44690. Reçu douze euros (12.- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Anhang 1. Geschäftszweig. Der Geschäftszweig besteht aus der "Privat- und Geschäftskunden" Abteilung der Übertragenden Gesellschaft, im Wesentlichen bestehend aus den folgenden Elementen:

- a) die Kunden, d.h. alle Personen und Einheiten, die in einem Bankenverhältnis mit der Übertragenden Gesellschaft stehen und der "Privat- und Geschäftskunden" Abteilung zugeordnet sind (die "Kunden");
- b) die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Kunden der "Privat- und Geschäftskunden" Abteilung (zum Wirksamkeitsdatum, bewertet an den zwischen den Gesellschaften vereinbarten Referenzdaten), welche sich wie folgt zusammensetzen:
 - Bareinlagen der Kunden, bestehend aus Vermögenswerten (treuhänderisch oder nicht treuhänderisch) die auf ein Kontokorrentkonto oder als Festgeldanlage von den Kunden hinterlegt wurden;
 - jegliche Aktien, Anleihen, Anteile oder andere Arten von Wertpapieren, die die Übertragende Gesellschaft für die Kunden verwahrt sowie jegliche Salden von Metallkonten oder die für die Kunden physisch verwahrten Edelmetalle;
 - sämtliche in Konten gehaltenen positiven Kontensalden der Kunden, für deren Verwaltung die Übertragende Gesellschaft von den Kunden mandatiert wurde, oder Vermögenswerte die in einen von der Übertragenden Gesellschaft verwalteten oder mit verwalteten Fonds investiert wurden, alle in einem Wertpapierdepot verwahrten Wertpapiere für deren Vermögensverwaltung die Übertragende Gesellschaft von den Kunden mandatiert wurde;
 - Darlehen oder andere Verbindlichkeiten der Kunden und

im Allgemeinen, alle Vermögenswerte der Kunden die von der Übertragenden Gesellschaft gehalten werden und alle Verbindlichkeiten der Kunden gegenüber der Übertragenden Gesellschaft (inklusive der dazugehörenden Sicherheiten).

c) sämtliche Verträge zwischen den Kunden der "Privat- und Geschäftskunden" Abteilung und der Übertragenden Gesellschaft und

d) die Arbeitsverträge und den damit zusammenhängenden Vereinbarungen der Arbeitnehmer welche der "Privat- und Geschäftskunden" Abteilung zugeordnet sind.

Übertragene Elemente des Geschäftszweigs

Pro-forma Bilanzübersicht vom 31. Juli 2010 der übertragenen Elemente:

Vermögenswerte	Verbindlichkeiten
Kundendarlehen	Kundendepot
25	613
Bankendarlehen	
588	
Gesamtbetrag	Gesamtbetrag
613	613

Zusätzlich:

Wertpapiere und spezifische Wertguthaben: 2,043

Alle Zahlen in Millionen Euro

Unbeschadet des oben Genannten, sollen alle Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, die nicht näher beschrieben sind in diesem Spin-Off Plan bei der Übertragenden Gesellschaft bleiben.

Gezeichnet: A. SIEBENALER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 octobre 2010. Relation: LAC/2010/44690. Reçu douze euros (12.- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE - zum Zwecke der Veröffentlichung im Memorial erteilt.

Luxemburg, den 14. Oktober 2010.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2010138072/270.

(100157718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2010.

Carimer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 144.279.

DISSOLUTION

L'an deux mille dix, le huit octobre.

Par-devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

La société VI.KA.MA S.A., une société de droit luxembourgeois ayant son siège social à L-1413 Luxembourg, 3, Place Dargent, enregistré auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Section B sous le numéro 143.684,

(la "Mandante")

ici représentée par Monsieur Roger CAURLA, directeur, demeurant à Mondercange,

(le "Mandataire")

en vertu d'une procuration sous seing privé qui lui a été délivrée le 24 septembre 2010,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise à la formalité de l'enregistrement.

La Mandante, représentée comme ci-avant, a déclaré et a requis le notaire d'acter ce qui suit:

I. Carimer S.A. (la "Société"), ayant son siège social à L-1413 Luxembourg, 3, Place Dargent, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, Section B sous le numéro 144.279 a été constituée suivant acte reçu par Maître Paul DECKER, alors notaire de résidence à Luxembourg-Eich, en date du 29 décembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 335 du 16 février 2009;

II. Le capital social émis de la Société est actuellement de cinquante mille euros (50.000.-EUR), représenté par vingt-cinq mille (25.000) actions de deux euros (2.-EUR) chacune, toutes entièrement souscrites et intégralement libérées;

III. La Mandante déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

IV. La Mandante est devenue propriétaire de l'ensemble des actions de la Société et, en tant qu'actionnaire unique, déclare expressément procéder à la dissolution de la Société;

V. La Mandante s'engage à reprendre l'ensemble des dettes et obligations existantes de la Société et en recevra tous les actifs après la dissolution.

VI. Décharge pleine et entière est accordée par la Mandante aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour;

VII. Il est procédé à l'annulation du registre des actionnaires de la Société dissoute.

VIII. Les livres et comptes de la Société seront conservés pendant cinq ans dans les bureaux situés à L-1413 Luxembourg, 3, Place Dargent.

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la société dissoute et l'avoir social de ou remboursement à l'actionnaire unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Déclaration du comparant

Le mandataire déclare au nom et pour compte du bénéficiaire économique que l'objet de la société à liquider ne servira pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme) et que la société à liquider ne s'est pas livrée à de telles activités.

Evaluation.

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société en raison du présent acte sont évalués à 950.- EUR.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus par le notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: R.CAURLA, P.DECKER

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 octobre 2010. Relation: LAC/2010/44795. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 13 octobre 2010.

Référence de publication: 2010136563/57.

(100156602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2010.

A-DGZ 11-Fonds SICAV-SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1912 Luxembourg, 5, rue des Labours.

R.C.S. Luxembourg B 155.897.

— STATUTEN

Im Jahre zweitausendundzehn, am vierten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit dem Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

DekaBank Deutsche Girozentrale, eine Anstalt des öffentlichen Rechts gegründet nach dem Recht der Bundesrepublik Deutschland, mit Sitz in der Mainzer Landstraße 16, D-60325 Frankfurt am Main, Bundesrepublik Deutschland,

hier wirksam vertreten durch Herrn Gerd Kiefer, Privatangestellter, mit beruflicher Adresse in Luxemburg, im Wege einer privatschriftlich erteilten Vollmacht.

Die erteilte Vollmacht, ordnungsgemäß durch den Erschienenen und den Notar unterzeichnet, bleibt diesem Dokument beigelegt, um mit demselben registriert zu werden.

Der Erschienene hat in Ausführung seiner Vertretungsbefugnis den Notar gebeten, die Satzung einer Gesellschaft, die hiermit gegründet wird, wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Name. Zwischen den Unterzeichneten und allen, welche zukünftig Eigentümer von nachfolgend ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, SICAV-FIS) gemäß dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds (das „Gesetz von 2007“) unter dem Namen " A-DGZ 11-FONDS SICAV-SIF " (die "Gesellschaft").

Art. 2. Gesellschaftssitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen und Repräsentanzen an einem anderen Ort des Großherzogtums sowie im Ausland gegründet werden.

Sofern nach Ansicht des Verwaltungsrats außergewöhnliche politische oder kriegerische Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig und bis zur völligen Normalisierung der Lage ins Ausland verlagert werden. Solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss haben. Die Gesellschaft wird eine Luxemburger Gesellschaft bleiben.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Art. 4. Gegenstand der Gesellschaft. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Aktionären die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, die sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz von 2007.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital wird durch Aktien ohne Nennwert repräsentiert und wird zu jeder Zeit dem Gesamtnettvermögen der Gesellschaft gemäß nachfolgendem Artikel 12 entsprechen. Das Gesellschaftskapital kann sich infolge der Ausgabe von weiteren Aktien durch die Gesellschaft oder des Rückkaufs von Aktien durch die Gesellschaft erhöhen oder vermindern. Das Gesellschaftskapital wird in Euro ausgedrückt und hat sich zu jedem Zeitpunkt mindestens auf eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000,- Euro) zu belaufen. Dieses Mindestgesellschaftskapital ist innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft als spezialisierter Investmentfonds nach Luxemburger Recht zu erreichen.

Das Gründungskapital beträgt 31.000 Euro (einunddreißigtausend Euro) und ist in 310 (dreihundertzehn) Aktien ohne Nennwert eingeteilt.

Der Verwaltungsrat kann jederzeit bestimmen, dass innerhalb der Gesellschaft eine oder mehrere Aktienklassen mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden, wie z.B. eine spezifische Ausschüttungs- oder Thesaurierungspolitik, eine spezifische Gebührenstruktur oder andere spezifische Merkmale wie jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt und im Emissionsdokument der Gesellschaft beschrieben.

Die Mittelzuflüsse aus der Ausgabe der Aktien werden gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokumentes der Gesellschaft in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten angelegt, entsprechend der durch den Verwaltungsrat aufgestellten Anlagepolitik und unter Beachtung der gesetzlich festgelegten oder durch den Verwaltungsrat aufgestellten Anlagegrenzen.

Art. 6. Inhaberaktien und Aktienzertifikate. Aktien der Gesellschaft werden ausschließlich als Inhaberaktien ausgegeben. Falls Zertifikate über Inhaberaktien ausgegeben werden, legt der Verwaltungsrat die entsprechende Stückelung fest.

Die Gesellschaft ist berechtigt, jeden Anteilinhaber als den vollberechtigten Eigentümer der Anteile anzusehen. Die Gesellschaft kann im Rahmen sämtlicher, diese Anteile betreffenden Maßnahmen ausschließlich dem Anteilinhaber, keinesfalls aber dritten Personen gegenüber verpflichtet werden. Sie ist befugt, alle Rechte, Interessen oder Ansprüche von anderen Personen als dem Anteilinhaber hinsichtlich dieser Anteile als nicht bestehend anzusehen.

Aktien werden ausschließlich an sachkundige Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 ausgegeben, d.h. an institutionelle oder professionelle Anleger oder solche Anleger, die ein schriftliches Einverständnis mit der Einordnung als sachkundiger Anleger abgeben und (1) mindestens 125.000 Euro in die Gesellschaft investieren oder (2) über eine Einstufung seitens eines Kreditinstituts im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, eines Wertpapierunternehmens im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG, die ihren Sachverstand, ihre Erfahrung und Kenntnisse bestätigt, um die Anlage in die Gesellschaft angemessen beurteilen zu können, vorlegen.

Eine Übertragung von Aktien bedarf der vorherigen Zustimmung der Gesellschaft und ist nur möglich, wenn der Käufer ein sachkundiger Anleger im Sinne Gesetzes von 2007 ist und wenn er voll und ganz etwaige restliche Verpflichtungen gegenüber der Gesellschaft übernimmt.

Falls ein Aktionär Aktien der Gesellschaft nicht für eigene Rechnung zeichnet, sondern für Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls ein sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 sein.

Aktien werden nur ausgegeben, nachdem die Zeichnung angenommen und die Zahlung eingegangen ist.

Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Aktionär pro Aktie an. Im Falle eines gemeinschaftlichen Besitzes oder eines Nießbrauchs kann die Gesellschaft die Ausübung der mit dem Aktienbesitz verbundenen Rechte bis zu dem Zeitpunkt suspendieren, zu dem eine Person angegeben wird, die die gemeinschaftlichen Besitzer oder die Begünstigten und Nießbraucher gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Die Gesellschaft kann Aktienbruchteile bis zur dritten Dezimalzahl ausgeben. Aktienbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Ausschüttungen der Gesellschaft auf einer pro rata-Basis.

Art. 7. Verlust oder Zerstörung von Aktienzertifikaten. Kann ein Aktionär gegenüber der Gesellschaft in überzeugender Form nachweisen, dass ein Aktienzertifikat über eine ihm gehörende Aktie abhanden gekommen oder zerstört worden ist, wird die Gesellschaft auf seinen Antrag ein Ersatzzertifikat ausgeben. Diese Ausgabe unterliegt den von der Gesellschaft aufgestellten Bedingungen, mit inbegriffen eine Entschädigung, eine Urkundenüberprüfung oder Urkundenforderung, die durch eine Bank, einen Börsenmakler oder eine andere Partei zur Zufriedenheit der Gesellschaft unterschrieben sein muss. Mit der Ausgabe eines neuen Aktienzertifikates, auf dem vermerkt ist, dass es sich um ein Duplikat handelt, verliert das Originalzertifikat jede Gültigkeit.

Verstümmelte oder beschädigte Aktienzertifikate können durch die Gesellschaft gegen neue Aktienzertifikate ausgetauscht werden. Die verstümmelten oder beschädigten Aktienzertifikate sind an die Gesellschaft zurückzugeben und werden von derselben sofort für ungültig erklärt.

Die Gesellschaft ist nach eigenem Ermessen berechtigt, vom Aktionär Ersatz in angemessener Höhe für solche Kosten zu verlangen, die durch die Ausgabe und Eintragung eines neuen Aktienzertifikates oder durch die Annullierung und Zerstörung des Originalaktienzertifikates entstanden sind.

Art. 8. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Aktien. Aktien an der Gesellschaft sind sachkundigen Anlegern im Sinne des Gesetzes von 2007 vorbehalten. Darüber hinaus kann die Gesellschaft nach eigenem Ermessen den Besitz ihrer Aktien durch bestimmte sachkundige Anleger einschränken oder verbieten, wenn sie der Ansicht ist, dass ein solcher Besitz:

- zu Lasten der Interessen der übrigen Aktionäre oder der Gesellschaft geht; oder
- einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann; oder
- bewirken kann, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird; oder
- den Interessen der Gesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

- a) die Ausgabe von Aktien verweigern,
- b) Aktien zwangsweise zurücknehmen,
- c) bei Aktionärsversammlungen Personen, denen es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

Art. 9. Ausgabe von Aktien. Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt berechtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Aktien zu jeder Zeit auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Aktien einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse Einschränkungen unterwerfen; er kann insbesondere entscheiden, dass Anteile einer Aktienklasse ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungsfristen oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft ausgegeben werden.

Der Ausgabepreis ist bei Ausgabe der Aktien gänzlich oder teilweise auf die Weise zu entrichten, wie sie der Verwaltungsrat bestimmt und im Emissionsdokument nennt und ausführlich beschreibt.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, für jede Aktienklasse zusätzliche Zeichnungsbedingungen zu bestimmen, wie beispielsweise Mindestzeichnungsbeträge, die Zahlung von Ausgabeaufschlägen oder Ausgleichszinsen oder das Bestehen von Eigentumsbeschränkungen. Diese Bedingungen werden im Emissionsdokument genannt und ausführlich beschrieben.

Der Verwaltungsrat kann an jedem seiner Mitglieder, jedem Geschäftsführer, leitenden Angestellten oder sonstigen ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter die Befugnis verleihen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen auf den Preis neu auszugebender Aktien in Empfang zu nehmen und diese Aktien auszuliefern.

Die Gesellschaft kann im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch den Abschlussprüfer der Gesellschaft zwingend vorsehen, Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, sofern eine solche Lieferung von Wertpapieren der Anlagepolitik entspricht und innerhalb der Anlagebeschränkungen und der Anlagepolitik der Gesellschaft erfolgt. Sämtliche Kosten im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren sind von den betreffenden Aktionären zu tragen.

Aktien müssen voll eingezahlt werden. Neu ausgegebene Aktien haben dieselben Rechte wie die Aktien, die am Tage der Aktienaussgabe in Umlauf waren.

Der Verwaltungsrat behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit ohne vorherige Mitteilung die Ausgabe von Aktien auszusetzen.

Art. 10. Rücknahme von Aktien. Jeder Aktionär kann innerhalb der vom Gesetz und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen die Rücknahme aller oder eines Teiles seiner Aktien durch die Gesellschaft nach den Bestimmungen und dem Verfahren, welche vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen festgelegt werden, verlangen. Der Rücknahmepreis pro Aktie wird innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist ausgezahlt, welche zwei Bankarbeitstage ab dem entsprechenden Bewertungstag nicht überschreitet, im Einklang mit den Zielbestimmungen des Verwaltungsrates und vorausgesetzt, dass gegebenenfalls ausgegebene Aktienzertifikate und sonstige Unterlagen zur Übertragung von Aktien bei der Gesellschaft eingegangen sind, vorbehaltlich der Bestimmungen gemäß Artikel 13 dieser Satzung.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Anteilwert der entsprechenden Aktienklasse gemäß Artikel 12 dieser Satzung, abzüglich Kosten und gegebenenfalls Provisionen entsprechend den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen für die Aktien. Der Rücknahmepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, gemäß Bestimmung des Verwaltungsrates.

Sofern die Zahl oder der gesamte Anteilwert von Aktien, welche durch einen Aktionär in einer Aktienklasse gehalten werden, nach dem Antrag auf Rücknahme unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welche vom Verwaltungsrat als Mindestzahl bzw. –wert festgelegt wurden, kann dieser Antrag als Antrag auf Rücknahme des gesamten Aktienbesitzes des Aktionärs in dieser Aktienklasse behandelt werden.

Wenn des weiteren an einem Bewertungstag die gemäß diesem Artikel gestellten Rücknahmeanträge und die gemäß Artikel 11 dieser Satzung gestellten Umtauschanträge einen bestimmten Umfang übersteigen, wie dieser vom Verwaltungsrat festgelegt wird, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass ein Teil oder die Gesamtheit der Rücknahme- oder Umtauschanträge für einen Zeitraum und in einer Weise ausgesetzt wird, wie dies vom Verwaltungsrat unter Berücksichtigung der Interessen aller Aktionäre für erforderlich gehalten wird. Nicht ausgeführte Rücknahmeanträge werden in diesen Fällen am nächstfolgenden Bewertungstag vorrangig berücksichtigt.

Sofern der Verwaltungsrat dies entsprechend beschließt, soll die Gesellschaft berechtigt sein, den Rücknahmepreis an jeden Aktionär, der dem zustimmt, unbar auszuzahlen, indem dem Aktionär aus dem Portfolio der Vermögenswerte, welche der/den entsprechenden Aktienklasse(n) zuzuordnen sind, Vermögensanlagen zu dem jeweiligen Wert (entsprechend der Bestimmungen gemäß Artikel 12) an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem der Rücknahmepreis berechnet wird, entsprechend dem Wert der zurückzunehmenden Aktien zugeteilt werden. Natur und Art der zu übertragenden Vermögenswerte werden in einem solchen Fall auf einer angemessenen und sachlichen Grundlage und ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Aktionäre der entsprechenden Aktienklasse(n) bestimmt und die angewandte Bewertung wird durch einen gesonderten Bericht des Abschlussprüfers bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung trägt der Zessionar.

Der Verwaltungsrat kann eine zwangsweise Rücknahme der Aktien eines Aktionärs beschließen, wenn er der Ansicht ist, dass (i) der Besitz von Aktien des betroffenen Aktionärs zu Lasten der Interessen der übrigen Aktionäre oder der Gesellschaft geht oder (ii) einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann (insbesondere, wenn es sich bei dem betroffenen Aktionär nicht oder nicht mehr um einen Anleger im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2007 handelt) oder (iii) bewirken kann, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird oder (iv) den Interessen der Gesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Des Weiteren kann der Verwaltungsrat der Gesellschaft beschließen, Aktien oder Aktienbruchteile der Gesellschaft zurückzukaufen, um auf die Weise den Erlös aus dem Verkauf von Vermögenswerten an die Aktionäre auszuzahlen. Die Entscheidung zum Rückkauf ist verbindlich für alle Aktionäre und gilt verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Anteil am Kapital der Gesellschaft.

Der Rücknahmepreis entspricht in diesen Fällen dem Anteilwert am Tag der Rücknahme.

Die von der Gesellschaft zurückgekauften Aktien des Kapitals werden in den Büchern der Gesellschaft annulliert. Der Rücknahmepreis wird in Luxemburg spätestens zwanzig Bankarbeitstage nach dem letzten Tag der Berechnung des Rücknahmepreises ausbezahlt.

Art. 11. Umtausch von Aktien. Sofern durch den Verwaltungsrat im Emissionsdokument nicht anderweitig festgelegt ist jeder Aktionär berechtigt, den Umtausch aller oder eines Teils seiner Aktien in Aktien einer anderen Aktienklasse zu verlangen. Der Verwaltungsrat kann, unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit, Fristen und Bedingungen des Umtauschs Beschränkungen festlegen und er kann den Umtausch nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Provisionen abhängig machen.

Der Preis für den Umtausch von Aktien einer Aktienklasse in Aktien einer anderen Aktienklasse wird auf der Grundlage des jeweiligen Anteilwertes der beiden Aktienklassen an demselben Bewertungstag beziehungsweise zu demselben Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag berechnet.

Sofern die Zahl der von einem Aktionär in einer Aktienklasse gehaltenen Aktien oder der gesamte Anteilwert der von einem Aktionär in einer Aktienklasse gehaltenen Aktien aufgrund eines Umtauschantrages unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welcher vom Verwaltungsrat festgelegt wurde, kann die Gesellschaft entscheiden, dass dieser Antrag als Antrag auf Umtausch der gesamten von einem Aktionär in einer solchen Aktienklasse gehaltenen Aktien behandelt wird.

Aktien, welche in Aktien an einer anderen Aktienklasse umgetauscht wurden, werden entwertet.

Art. 12. Anteilwert. Der Anteilwert pro Aktie jeder Aktienklasse wird in Euro in dem vom Verwaltungsrat bestimmten und im Emissionsdokument aufgeführten Rhythmus, mindestens jedoch einmal pro Halbjahr („Bewertungstag“) berechnet und in der Regel in der Währung der einzelnen Aktienklassen ausgedrückt.

Er wird durch Division der Nettovermögenswerte der Gesellschaft, das heißt der einer solchen Aktienklasse zuzuordnenden Vermögenswerte abzüglich der dieser Aktienklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten, durch die Zahl der an diesem Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien der entsprechenden Aktienklasse gemäß den nachfolgend beschriebenen Bewertungsregeln berechnet. Der Anteilwert kann auf die nächste gängige Untereinheit der jeweiligen Währung entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat auf- oder abgerundet werden. Sofern seit Bestimmung

des Anteilwertes wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten erfolgten, auf denen ein wesentlicher Anteil der jeweiligen Aktienklasse zuzuordnenden Vermögensanlagen gehandelt oder notiert wird, kann der Verwaltungsrat im Interesse der Aktionäre und der Gesellschaft die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen.

Die Bewertung des Anteilwertes der verschiedenen Aktienklassen wird wie folgt vorgenommen:

I. Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten:

- (1) Die im Gesellschaftsvermögen enthaltene Zielfondsaktien.
- (2) Alle Kassenbestände und Bankguthaben einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- (3) alle fälligen Wechselforderungen und verbrieften Forderungen sowie ausstehende Beträge, (einschließlich des Entgelts für verkaufte, aber noch nicht gelieferte, Wertpapiere);
- (4) alle Aktien und andere, Aktien gleichwertige Wertpapiere; alle verzinslichen Wertpapiere, Einlagenzertifikate, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Wandelanleihen, Optionen und andere Wertpapiere, Finanzinstrumente und ähnliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen oder für sie gehandelt werden (wobei die Gesellschaft im Einklang mit den nachstehend unter (a) beschriebenen Verfahren Anpassungen vornehmen kann, um Marktwertschwankungen der Wertpapiere durch den Handel Ex-Dividende, Ex-Recht oder durch ähnliche Praktiken gerecht zu werden);
- (5) Bar- und sonstige Dividenden und Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft eingefordert werden können, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft hiervon in ausreichender Weise in Kenntnis gesetzt wurde;
- (6) angefallene Zinsen auf verzinsliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes einbezogen sind oder von dem Hauptbetrag widergespiegelt werden;
- (7) nicht abgeschriebene Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und Auslieferung von Aktien an der Gesellschaft;
- (8) die sonstigen Vermögenswerte jeder Art und Herkunft einschließlich vorausbezahlter Auslagen.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

- (a) Die offenen Zielfondsaktien werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet.
- (b) Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagenzertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.
- (c) Der Wert von Vermögenswerten, welche an einer Börse notiert oder gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Kurses an der Börse, welche normalerweise der Hauptmarkt dieses Wertpapiers ist, ermittelt. Wenn ein Wertpapier oder sonstiger Vermögenswert an mehreren Börsen notiert ist, ist der letzte Verkaufskurs an jener Börse bzw. an jenem geregelten Markt maßgebend, welcher der Hauptmarkt für diesen Vermögenswert ist;
- (d) Der Wert von Vermögenswerten, welche an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Preises ermittelt.
- (e) Sofern ein Vermögenswert nicht an einer Börse oder auf einem anderen geregelten Markt notiert oder gehandelt wird oder sofern für Vermögenswerte, welche an einer Börse oder auf einem anderen Markt wie vorerwähnt notiert oder gehandelt werden, die Kurse entsprechend den Regelungen in (c) oder (d) den tatsächlichen Marktwert der entsprechenden Vermögenswerte nicht angemessen widerspiegeln, wird der Wert solcher Vermögenswerte auf der Grundlage des vernünftigerweise vorhersehbaren Verkaufspreises nach einer vorsichtigen Einschätzung ermittelt.
- (f) Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, entspricht dem jeweiligen Nettoliquidationswert, wie er gemäß den Richtlinien des Verwaltungsrates auf einer konsistent für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandten Grundlage festgestellt wird. Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, wird auf der Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Futures, Forwards oder Optionen von der Gesellschaft gehandelt werden, berechnet; sofern ein Future, ein Forward oder eine Option an einem Tag, für welchen der Anteilwert bestimmt wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag vom Verwaltungsrat in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt. Swaps werden zu ihrem Marktwert bewertet.
- (g) Der Bewertungspreis eines Geldmarktinstruments wird, ausgehend vom Nettoerwerbkurs und unter Beibehaltung der resultierenden Anlagerendite, sukzessive dem Rücknahmepreis angepasst. Bei wesentlichen Änderungen der Marktbedingungen muss die Grundlage für die Bewertung verschiedener Anlagen an den neuen Marktrenditen ausgerichtet werden.
- (h) Sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben und entsprechend dem vom Verwaltungsrat auszustellenden Verfahren zu bestimmen ist.

Der Wert aller Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, welche nicht in Euro ausgedrückt sind, wird in diese Währung zu den zuletzt bei der Depotbank verfügbaren Devisenkursen umgerechnet. Wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem vom Verwaltungsrat aufgestellten Verfahren bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn er dieses im Interesse einer angemessenen Bewertung eines Vermögenswertes der Gesellschaft für angebracht hält.

II. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

- (1) alle Kredite, Wechselverbindlichkeiten und fälligen Forderungen;
- (2) alle angefallenen Zinsen auf Kredite der Gesellschaft (einschließlich Bereitstellungskosten für Kredite);
- (3) alle angefallenen oder zahlbaren Kosten (einschließlich, ohne hierauf beschränkt zu sein, Verwaltungskosten, Managementkosten, Gründungskosten, Depotbankgebühren und Kosten für Vertreter der Gesellschaft);
- (4) alle bekannten, gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten (einschließlich fälliger vertraglicher Verbindlichkeiten auf Geldzahlungen oder Güterübertragungen, einschließlich weiterhin des Betrages nicht bezahlter, aber erklärter Ausschüttungen der Gesellschaft);
- (5) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen auf der Grundlage von Kapital und Einkünften am Bewertungstag entsprechend der Bestimmung durch die Gesellschaft sowie sonstige eventuelle Rückstellungen, welche vom Verwaltungsrat genehmigt und gebilligt werden, sowie sonstige eventuelle Beträge, welche der Verwaltungsrat im Zusammenhang mit drohenden Verbindlichkeiten der Gesellschaft für angemessen hält;
- (6) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft, gleich welcher Art und Herkunft, welche unter Berücksichtigung allgemein anerkannter Grundsätze der Buchführung dargestellt werden. Bei der Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Kosten berücksichtigen, einschließlich Gründungskosten, Gebühren an Fondsmanager und Anlageberater, Gebühren für die Buchführung, Gebühren an die Depotbank und ihre Korrespondenzbanken sowie an die Zentralverwaltungs- und Domizilierungsstelle, Register- und Transferstelle, Gebühren an die zuständige Stelle für die Börsennotiz, Gebühren an Zahl- oder Vertriebsstellen sowie sonstige ständige Vertreter im Zusammenhang mit der Registrierung der Gesellschaft, Gebühren für sämtliche sonstigen von der Gesellschaft beauftragten Vertreter, Vergütungen für die Verwaltungsratsmitglieder sowie deren angemessene Spesen, Versicherungsprämien, Reisekosten im Zusammenhang mit den Verwaltungsratsitzungen, Gebühren und Kosten für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Gebühren im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung dieser Registrierung der Gesellschaft bei Registrierungsstellen oder Börsen innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg, Berichtskosten, Veröffentlichungskosten, einschließlich der Kosten für die Vorbereitung, den Druck, die Ankündigung und die Verteilung von Emissionsdokumenten, Werbeschriften, periodischen Berichten oder Aussagen im Zusammenhang mit der Registrierung, die Kosten sämtlicher Berichte an die Aktionäre, Steuern, Gebühren, öffentliche oder ähnliche Lasten, sämtliche sonstigen Kosten im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit, einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bank- und Brokergebühren, Kosten für Post, Telefon und Telex. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und andere Ausgaben regelmäßiger oder wiederkehrender Natur auf Schätzbasis periodengerecht jährlich oder für andere Zeitabschnitte berechnen.

III. Die Vermögenswerte sollen wie folgt zugeordnet werden:

Innerhalb der Gesellschaft können eine oder mehrere Aktienklassen eingerichtet werden:

- a) Sofern mehrere Aktienklassen ausgegeben sind, werden die diesen Aktienklassen zuzuordnenden Vermögenswerte gemeinsam entsprechend der Anlagepolitik der Gesellschaft angelegt, wobei der Verwaltungsrat innerhalb der Gesellschaft Aktienklassen definieren kann, um (i) einer bestimmten Ausschüttungspolitik, die nach Berechtigung oder Nichtberechtigung zur Ausschüttung unterscheidet und/oder (ii) einer bestimmten Gestaltung von Verkaufs- und Rücknahmeprovision und/oder (iii) einer bestimmten Gebührenstruktur im Hinblick auf die Verwaltung oder Anlageberatung und/oder (iv) einer bestimmten Zuordnung von Dienstleistungsgebühren für die Ausschüttung, Dienstleistungen für Aktionäre oder sonstiger Gebühren und/oder (v) unterschiedlichen Währungen oder Währungseinheiten, auf welche die jeweilige Aktienklasse lauten soll und welche unter Bezugnahme auf den Wechselkurs im Verhältnis zur Währung der Gesellschaft gerechnet werden, und/oder (vi) der Verwendung unterschiedlicher Sicherungstechniken, um Vermögenswerte und Erträge, welche auf die Währung der jeweiligen Aktienklasse lauten, gegen langfristige Schwankungen gegenüber der Währung der Gesellschaft abzusichern und/oder (vii) sonstigen Charakteristika, wie sie von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen festgelegt werden, zu entsprechen;
- b) Die Erträge aus der Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse werden in den Büchern der Gesellschaft der Aktienklasse beziehungsweise den Aktienklassen zugeordnet, welche ausgegeben sind und der betreffende Betrag soll den Anteil der Netto-Vermögenswerte der Gesellschaft, welche der auszugebenden Aktienklasse zuzuordnen sind, erhöhen;
- c) Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Erträge und Aufwendungen werden der (den) ausgegebenen Aktienklasse(n), vorbehaltlich vorstehend a) zugeordnet;
- d) Sofern ein Vermögenswert von einem anderen Vermögenswert abgeleitet ist, wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Büchern der Gesellschaft derselben Aktienklasse beziehungsweise denselben Aktienklassen zugeordnet, wie der Vermögenswert, von welchem die Ableitung erfolgte und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Wertzuwachs beziehungsweise die Wertverminderung der oder den entsprechenden Aktienklasse(n) in Anrechnung gebracht;

e) Sofern ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einer bestimmten Aktienklasse zugeordnet werden kann, so wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen Aktienklassen pro rata im Verhältnis zu ihrem jeweiligen Anteilwert oder in einer anderen Art und Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeordnet, wobei (i) dann, wenn Vermögenswerte für Rechnung mehrerer Aktienklassen in einem Konto gehalten oder als separater Pool von Vermögenswerten durch einen hierzu beauftragten Vertreter des Verwaltungsrates gemeinschaftlich verwaltet werden, die entsprechende Berechtigung jeder Aktienklasse anteilig ihrer Einlage in dem betreffenden Konto oder Pool entsprechen wird und (ii) diese Berechtigung sich, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Aktien an der Gesellschaft beschrieben, entsprechend den für Rechnung der Aktien erfolgenden Einlagen und Rücknahmen verändern wird sowie schließlich (iii) die Verbindlichkeiten zwischen den Aktienklassen anteilig im Verhältnis zu ihrer jeweiligen Berechtigung an dem Konto oder Pool aufgeteilt werden;

f) nach Zahlung von Ausschüttungen an die Aktionäre einer Aktienklasse wird der Anteilwert dieser Aktienklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert.

Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und auszulegen.

Vorbehaltlich Böswilligkeit, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigen Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Anteilwertes, welcher vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Gesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Verwaltungsrat mit der Berechnung des Anteilwertes beauftragt getroffen wird, endgültig und für die Gesellschaft, gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Aktionäre bindend.

IV. Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden Bestimmungen:

1. Zur Rücknahme ausstehende Aktien der Gesellschaft gemäß Artikel 10 dieser Satzung werden als bestehende Aktien behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, welcher von dem Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Gesellschaft;

2. Auszugebende Aktien werden ab dem Zeitpunkt, welcher vom Verwaltungsrat an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Aktien behandelt. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Gesellschaft besteht eine Forderung zu Gunsten der Gesellschaft;

3. alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstigen Vermögenswerte, welche in anderen Währungen als der Währung der Gesellschaft ausgedrückt sind, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Anteilwertberechnung geltenden Devisenkursen bewertet;

4. sofern an einem Bewertungstag die Gesellschaft sich verpflichtet hat

- einen Vermögenswert zu erwerben, so wird der zu bezahlende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und der zu erwerbende Vermögenswert wird in der Bilanz der Gesellschaft als Vermögenswert der Gesellschaft verzeichnet;

- einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der zu erhaltende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Forderung der Gesellschaft ausgewiesen und der zu veräußernde Vermögenswert wird nicht in den Vermögenswerten der Gesellschaft aufgeführt;

wobei dann, wenn der genaue Wert oder die Art des Gegenwertes oder Vermögenswertes an dem entsprechenden Bewertungstag nicht bekannt ist, dieser Wert von der Gesellschaft geschätzt wird.

Art. 13. Aussetzung der Berechnung des Anteilwertes. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die Berechnung des Anteilwertes der Aktien der Gesellschaft in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn aufgrund von Ereignissen, die nicht in die Verantwortlichkeit oder den Einflussbereich der Gesellschaft fallen, eine normale Verfügung über das Nettovermögen der Gesellschaft unmöglich wird, ohne die Interessen der Aktionäre schwerwiegend zu beeinträchtigen;

- wenn durch eine Unterbrechung der Nachrichtenverbindung oder aus irgendeinem Grund der Wert eines beträchtlichen Teils des Nettovermögens der Gesellschaft nicht bestimmt werden kann;

- wenn Einschränkungen des Devisen- oder Kapitalverkehrs die Abwicklung der Geschäfte für Rechnung der Gesellschaft verhindern;

- wenn eine Generalversammlung der Aktionäre einberufen wurde, um die Gesellschaft zu liquidieren.

Die Aussetzung der Berechnung der Anteilwerte wird den Aktionären per Post oder E-Mail an die im Aktionärsregister eingetragenen Adressen mitgeteilt.

Art. 14. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, welche nicht Aktionär an der Gesellschaft sein müssen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Dauer von höchstens sechs Jahren gewählt. Der Verwaltungsrat wird von den Aktionären im Rahmen der Generalversammlung gewählt; die Generalversammlung beschließt außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Mehrheit der anwesenden und vertretenen Aktien gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Generalversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes werden die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates die fehlende Stelle zeitweilig ausfüllen; die Aktionäre werden bei der nächsten Generalversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

Art. 15. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 20 dieser Satzung vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

Art. 16. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft (einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln) und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszweckes an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen und die Befugnisse haben, welche vom Verwaltungsrat bestimmt werden und diese Befugnisse, vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrates, weiter delegieren können.

Die Gesellschaft kann, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Aktien an der Gesellschaft beschrieben, einen Anlageberatungsvertrag mit einer oder mehreren Gesellschaft(en) ("Anlageberater") abschließen, welche im Hinblick auf die Anlagepolitik der Gesellschaft Empfehlungen geben und diese beraten soll(en).

Art. 17. Verwaltungsratssitzung. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen. Er kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Generalversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder die Mitglieder des Verwaltungsrates ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates oder im Falle der Generalversammlung, eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens vierzehn Tage vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, außer in Notfällen, in welchen Fällen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch Telegramm, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel verzichtet werden. Eine Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung mit schriftlich, per Telegramm, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel erteilter Vollmacht durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder eine andere Person vertreten lassen. Ein einziges Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telephonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Sofern sämtliche Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind und sich damit einverstanden erklären, kann auf die ordnungsgemäße Einberufung verzichtet werden.

Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder ein anderes vom Verwaltungsrat festgelegtes Quorum anwesend oder vertreten sind.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung unterzeichnet. Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweiszwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden und vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

Schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, welche von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates gebilligt und unterzeichnet sind, stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich; jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann solche Beschlüsse schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung wird schriftlich zu bestätigen sein und die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

Art. 18. Zeichnungsbefugnis. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Mitglieder des Verwaltungsrates oder durch die gemeinschaftliche oder einzelne Unterschrift von Personen, welche hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

Art. 19. Vergütung des Verwaltungsrates. Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

Art. 20. Anlagepolitik. Die Vermögenswerte der Gesellschaft werden nach dem Grundsatz der Risikostreuung in Wertpapieren und anderen zulässigen Vermögenswerten angelegt, unter Berücksichtigung der Anlageziele und Anlagegrenzen der Gesellschaft, wie sie in dem von der Gesellschaft herausgegebenen Emissionsdokument beschrieben werden, sowie unter Einhaltung der Bestimmungen des Gesetzes von 2007. Die betreffenden Beteiligungen können entweder direkt oder über Tochtergesellschaften gehalten werden.

Die Gesellschaft kann überschüssige Liquidität bis zur endgültigen Verwendung kurzfristig in Sichteinlagen bei Kreditinstituten anlegen.

Die Beteiligungen der Gesellschaft können von einem Treuhänder der Gesellschaft im Namen des Treuhänders, aber auf Rechnung der Gesellschaft erworben und gehalten werden.

Art. 21. Generalversammlung. Die Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die jährliche Generalversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts in Luxemburg-Stadt an einem in der Einladung angegebenen Ort am letzten Dienstag des Monats Mai um 11:00 Uhr abgehalten. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg, wird die jährliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Die Aktionäre treten auf Einladung des Verwaltungsrates, welche die Tagesordnung enthält und in einem Abstand von acht Tagen, das zweite Mal mindestens acht Tage vor dem Datum der Gesellschafterversammlung durch Veröffentlichung im "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations", dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg ("Mémorial") sowie in vom Verwaltungsrat festzulegenden Tageszeitungen, von denen eine eine luxemburger Tageszeitung sein muss, veröffentlicht werden muss, zusammen. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären zur Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten).

Jede stimmberechtigte Aktie repräsentiert eine Stimme. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung werden die Beschlüsse auf der Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 22. Generalversammlungen der Aktionäre einer Aktienklasse. Die Aktionäre einer Aktienklasse können zu jeder Zeit Generalversammlung abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diese Aktienklasse betreffen.

Die relevanten Bestimmungen in Artikel 21 sind auf solche Generalversammlungen analog anwendbar.

Jede stimmberechtigte Aktie repräsentiert eine Stimme. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung der Aktionäre einer Aktienklasse durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden Beschlüsse der Generalversammlung einer Aktienklasse mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 23. Fondsmanager und Depotbank. Die Gesellschaft wird einen Fondsmanagementvertrag mit einem oder mehreren Fondsmanagern (der „Fondsmanager“) abschließen, wie näher im Emissionsdokument der Gesellschaft beschrieben, welche die Gesellschaft im Rahmen der im Emissionsdokument festgelegten Anlagepolitik berät und auf täglicher Basis unter der Kontrolle des Verwaltungsrats nach eigenem Ermessen gemäß dem Fondsmanagementvertrag Wertpapiere und andere Vermögenswerte im Rahmen der Anlagepolitik und –beschränkungen kaufen und verkaufen kann.

In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor ("Depotbank") abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen vorgesehen ist.

Sowohl die Depotbank als auch die Gesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. In diesem Fall wird der Verwaltungsrat alle Anstrengungen unternehmen, um innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen. Bis zur Bestellung einer neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Aktionäre ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Art. 24. Abschlussprüfer. Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Abschlussprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Abschlussprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne der anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen.

Art. 25. Geschäftsjahr. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 01. Dezember eines jeden Jahres und endet am 30. November des folgenden Jahres.

Der Jahresabschluss der Gesellschaft wird in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d.h. in Euro, aufgestellt.

Art. 26. Ausschüttungen. Die Generalversammlung einer Aktienklasse wird auf Vorschlag des Verwaltungsrates und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie der Ertrag aus dieser Aktienklasse zu verwenden ist, sie kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Verwaltungsrat hierzu ermächtigen.

Auf jede ausschüttungsberechtigte Aktienklasse kann der Verwaltungsrat Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen.

Die Zahlung von Ausschüttungen erfolgt über die im Emissionsdokument bezeichneten Zahlstellen.

Ausschüttungen können in einer Währung, zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt werden, wie dies der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann unbare Ausschüttungen an der Stelle von Barausschüttungen innerhalb der Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat festgelegt werden, beschließen.

Jegliche Ausschüttung, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung eingefordert wird, verfällt zu Gunsten der ausgegebenen Aktienklasse(n).

Auf Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

Art. 27. Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich des für Satzungsänderungen erforderlichen Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 30 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Generalversammlung vorgelegt. Die Generalversammlung entscheidet ohne Anwesenheitsquorum mit der einfachen Mehrheit der auf dieser Versammlung vertretenen Aktien.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird der Generalversammlung durch den Verwaltungsrat auch dann vorgelegt, sofern das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt. In diesem Falle wird die Generalversammlung ohne Anwesenheitsquorum beschließen und die Auflösung kann durch die Aktionäre entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen stimmberechtigten Aktien halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Gesellschaftskapital unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gefallen ist, abgehalten werden kann.

Art. 29. Liquidation. Die Liquidierung wird durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung, die auch über ihre Befugnisse und über ihre Vergütung entscheidet, ernannt werden.

Der Netto-Liquidationserlös der Gesellschaft wird von den Liquidatoren an die Aktionäre im Verhältnis zu ihrem Aktienbesitz verteilt. Der Verwaltungsrat kann im Emissionsdokument genauer regeln, wie im Hinblick auf die verschiedenen Aktienklassen verfahren wird.

Wird die Gesellschaft liquidiert, so erfolgt die Liquidation in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen. Diese Bestimmungen spezifizieren die Verteilung der Liquidationserlöse und sehen die Hinterlegung bei der Caisse de Consignation für alle Beträge vor, die bei Abschluss der Liquidation von den Aktionären nicht eingefordert wurden. Beträge, die dort innerhalb der gesetzlichen Fristen nicht eingefordert werden, verfallen gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Rechts.

Art. 30. Änderungen der Satzung. Die Satzung kann durch eine Generalversammlung, welche den Quorumserfordernissen gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaft einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen (das "Gesetz von 1915") unterliegt, geändert werden.

Art. 31. Interessenkonflikte. Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Unternehmung werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellte der Gesellschaft, welche als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung, mit welcher die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellter dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an den Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Generalversammlung berichtet.

"Entgegengesetztes Interesse" entsprechend der vorstehenden Bestimmungen bedeutet nicht eine Verbindung mit einer Angelegenheit, Stellung oder einem Geschäftsvorfall, welcher eine bestimmte Person, Gesellschaft oder Unternehmung umfaßt, welche gelegentlich vom Verwaltungsrat nach dessen Ermessen benannt werden.

Art. 32. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und das Gesetz von 2007 einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.

Uebergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 30. November 2010.
- 2) Die erste jährliche Generalversammlung findet im Jahre 2011 statt.

Zeichnung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

DekaBank Deutsche Girozentrale, Frankfurt am Main, Deutschland, 310 (dreihundertzehn) Aktien

Die 310 (dreihundertzehn) Aktien sind voll in bar eingezahlt, sodass der Betrag von EUR 31.000.- (einunddreissigtausend Euro) der Gesellschaft zur Verfügung steht, wie dies dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26, 26-3 und 26-5 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Kosten

Die Gründungskosten, welche der Gesellschaft in Rechnung gestellt werden, belaufen sich auf ungefähr EUR 4.000.-.

Beschluss des alleinigen Gesellschafters

Oben angeführter Gründungsgesellschafter, welcher das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertritt, hat unverzüglich folgende Beschlüsse gefasst:

I. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

Werndl, Thomas, geboren am 7. Dezember 1960 in Darmstadt, Deutschland, beruflich wohnhaft in Mainzer Landstraße 16, 60325 Frankfurt am Main, Deutschland,

Dürr, Wolfgang, geboren am 18. August 1956 in Iphofen, Deutschland, beruflich wohnhaft in 38, avenue John F. Kennedy L-1855 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, und

Hildebrandt, Holger, geboren am 19. November 1965 in Witzenhausen, Deutschland, beruflich wohnhaft in 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2015.

II. Sitz der Gesellschaft ist 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg.

III. Die erste ordentliche Gesellschafterversammlung wird im Jahre 2011 stattfinden.

IV. Zum Abschlussprüfer wird ernannt:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., société à responsabilité limitée, mit Sitz in 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, registriert beim luxemburgischen Handelsregister, Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg unter der Nummer B 65477

Das Mandat des Abschlussprüfers endet mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2011.

Worüber Urkunde aufgenommen wurde in Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung des Vorstehenden an die Erschienenen, welche dem unterzeichneten Notar dem Namen, Zivilstand und Wohnort nach bekannt sind, haben dieselben die gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: G. KIEFER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 octobre 2010. Relation: LAC/2010/43381. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 11. Oktober 2010.

Référence de publication: 2010134540/606.

(100153786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2010.

Rak Porcelain Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 20, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 111.085.

L'an deux mil dix, le sept octobre.

Pardevant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "RAK PORCELAIN EUROPE S.A.", avec siège social à L-4999 Schouweiler, 64, rue de la Gare,

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant alors de résidence à Luxembourg-Eich, en date du 29 septembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 176 du 5 janvier 2006,

inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 111.085,

L'assemblée est ouverte à 14.45 heures sous la présidence de Monsieur Paul WEILER, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Madame Nadine GLOESENER employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Claude PEIFFER, directeur, demeurant à Pétange.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1.- Transfert du siège social vers L-8399 Windhof, 20, rue de l'Industrie et en conséquence modification du premier paragraphe de l'article 2 des statuts.

2.- Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

Unique résolution

L'assemblée générale décide de transférer l'adresse du siège social de la société vers L-8399 Windhof, 20, rue de l'Industrie avec effet rétroactif au 12 juillet 2010 et en conséquence de modifier le premier paragraphe de l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 2. (1^{er} paragraphe).** Le siège de la société est établi dans la Commune de Koerich."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 15.00 heures.

Déclaration des comparants

Les comparants déclarent que l'objet de la société à transformer ne couvre pas que la société se livrera à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais.

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société à environs 750,- EUR.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: N. GLOESENER, P. WEILER, C. PEIFFER, P. DECKER

Enregistré à Luxembourg A.C., le 08 octobre 2010. Relation: LAC/2010/44263. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 11 octobre 2010.

Référence de publication: 2010136727/60.

(100156001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2010.

POSE.LU s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3562 Dudelange, 21, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 156.052.

— STATUTS

L'an deux mil dix, le quatre octobre,

Par-devant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen.

A comparu:

Maître Romain LANCIA, avocat à la cour, demeurant professionnellement à L-2670 Luxembourg, 33 Bd de Verdun, Agissant en sa qualité de mandataire de:

- Monsieur Adriano José DA SILVA GUEDES, administrateur de sociétés, né le 09 septembre 1964, à Vale de Cambra (Portugal), demeurant à F-57970 ELZANGE, 6 rue du Poitou,

et

- Madame Béatrix LEUILLIER, secrétaire, née le 11 mai 1971 à Thionville (France), demeurant à F-57970 ELZANGE, 6 rue du Poitou,

en vertu d'une procuration sous seing privé, laquelle après avoir été signée ne varietur par le notaire et le comparant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera formalisée.

Lequel comparant, ès qualité qu'il agit, a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il constitue au nom et pour le compte de ses mandants:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de POSE.LU s.à r.l.

Art. 2. Le siège social est établi dans la Commune de Dudelange.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la pose de tous systèmes de fermetures du bâtiment, en aluminium, bois, plastique, et autres métaux, ainsi que la serrurerie, la vitrerie et tous travaux d'isolation ainsi que tous travaux et fournitures et pose de matériels de protection solaire (stores volets, marquises...).

Elle peut procéder à toutes opérations mobilières et immobilières, industrielles, civiles, commerciales et financières généralement quelconques se rapportant directement ou indirectement en tout ou en partie à son objet social, ou étant susceptibles d'en favoriser la réalisation.

La société peut exercer son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Elle a également pour objet la prise de participation dans des sociétés tant au Grand-Duché qu'à l'étranger et peut gérer pour son propre compte ces participations.

En général, la société pourra faire toutes autres transactions commerciales connexes, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet ou à tout autre objet social similaire ou susceptible d'en favoriser l'exploitation et le développement.

Art. 5. Le capital social est fixé à EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros) représenté par 100 (cent) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq Euros (€ 125,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Art. 6. Parts sociales. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

A l'égard de la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du Code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi sur les sociétés de 1915.

Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

Art. 7. Conseil de gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, lequel/laquelle fixera la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas nécessairement associé(s).

Les gérants sont révocables à tout moment ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, si la Société est gérée par plus de un gérant, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le gérant, ou s'il y a plus de un gérant, par le conseil de gérance de la Société.

Art. 9. Procédure. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique.

Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

En cas d'urgence, les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

Art. 10. Représentation. La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par la signature individuelle de chaque gérant de la Société, ou, le cas échéant, par les signatures individuelle ou conjointe ou unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8 des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent en raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

Art. 12. Pouvoirs et Droits de vote aux Assemblées générales des associés. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme, Quorum, Majorité. Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

Art. 14. Exercice social. L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance, doit préparer le bilan et les comptes de profits et pertes de la Société, ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société, avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, commissaire(s) aux comptes (si tel est le cas), et associés envers la Société.

Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

Art. 16. Dissolution, Liquidation. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

Art. 17. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi sur les sociétés de 1915.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le trente et un décembre deux mil dix.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en deux mille onze.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, le comparant préqualifié déclare souscrire les actions comme suit:

- Monsieur Adriano José DA SILVA GUEDES, préqualifié, cinquante parts sociales (50)
- Madame Béatrix LEUILLIER, préqualifiée, cinquante parts sociales (50)

Les parts sociales ainsi souscrites sont entièrement libérées de sorte que la somme de EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Loi anti-blanchiment

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la

libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de la présente constitution, est évalué approximativement à la somme de EUR 1.200,-

Déclaration

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant le comparant, préqualifié et représentant l'intégralité du capital social, s'est constitué en assemblée générale extraordinaire à laquelle il se reconnaît dûment convoqué, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, a pris, à l'unanimité les résolutions suivantes:

1) Sont appelés aux fonctions de gérants administratifs:

- Madame Béatrix LEUILLIER, secrétaire, née le 11 mai 1971 à Thionville (France), demeurant à F-57970 ELZANGE, 6 rue du Poitou, et

- Monsieur Adriano José DA SILVA GUEDES, administrateur de sociétés, né le 09 septembre 1964, à Vale de Cambra (Portugal), demeurant à F-57970 ELZANGE, 6 rue du Poitou.

2) Est appelé aux fonctions de gérant technique:

- Monsieur Herminio ABREU LOPES DO COUTO, indépendant, né à Lourinha de Cima / Mortagua le 17 février 1966, demeurant à L-5441 Remerschen, 16A route de Mondorf

La société sera valablement engagée soit par la signature conjointe des deux gérants administratifs soit par la signature conjointe d'un des deux gérants administratifs et du gérant technique

3) Le siège social est fixé à L-3562 Dudelange, 21 rue de Schiller.

Dont acte, fait et passé à Capellen, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte, après s'être identifié au moyen de sa carte d'identité.

Signé: R. LANCIA, C. MINES

Enregistré à Capellen, le 7 octobre 2010. Relation: CAP/2010/3465. Reçu soixante-quinze euros. 75,-€

Le Receveur (signé): I. Neu.

POUR COPIE CONFORME.

Capellen, le 14 octobre 2010.

Référence de publication: 2010137513/179.

(100157418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2010.

Hyposwiss (Lux) Fund, Fonds Commun de Placement.

AUSZUG

Das Verwaltungsreglement betreffend den Fonds Hyposwiss (Lux) Fund, welcher von der Swiss & Global Asset Management (Luxembourg) S.A. verwaltet wird, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 15. Okt. 2010.

Swiss & Global Asset Management (Luxembourg) S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2010137540/12.

(100157026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2010.

Charlotte Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1320 Luxembourg, 54, rue de Cessange.
R.C.S. Luxembourg B 35.765.

Grove Holdings 2, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 120.674.

RECTIFICATIF

Il y a lieu de rectifier comme suit la publication, dans le Mémorial C n° 1863 du 10 septembre 2010, page 89382, d'un extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société Charlotte Properties S.A. en date du 4 juin 2010:

1) La société Grove Holdings 2, n'étant en rien concernée par ladite publication, ne doit pas figurer dans l'en-tête, lequel doit mentionner les coordonnées de Charlotte Properties S.A.

2) A la dernière ligne de l'insertion, la référence du dépôt de l'extrait au Registre de commerce et des sociétés doit être corrigée:

au lieu de: «(100106006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2010.»,

lire: «(100105955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2010.»

En outre, il y a lieu de corriger le sommaire du même Mémorial C n° 1863, à la page 89377, en y supprimant la ligne «Grove Holdings 2» et en y ajoutant une ligne «Charlotte Properties S.A.».

Référence de publication: 2010137602/21.

Nospar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 108.136.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 1^{er} février 2010

- Les mandats d'Administrateur de Messieurs, Christian ABELE, administrateur de société, demeurant au 264, avenue de Brigode, F-59200 Villeneuve d'Ascq, Harald CHARBON, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Serge Krancenblum, diplômé en M.B.A., demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg et Marc Limpens, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg sont reconduits pour une nouvelle période de six ans. Ils viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2016.

- Le mandat de Commissaire aux Comptes de la société FIN-CONTRÔLE S.A., Société Anonyme ayant siège social au 12F, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg est reconduit pour une nouvelle période statutaire de six ans. Il viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2016.

Fait à Luxembourg, le 1^{er} février 2010.

Certifié sincère et conforme

Pour NOSPAR S.A.

SGG S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010123355/22.

(100139056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2010.

Nirina Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 5, Côte d'Eisch.
R.C.S. Luxembourg B 119.281.

L'an deux mille dix, le premier mars.

Pardevant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, soussigné.

A comparu:

Nirina SCHILTZ, chargée de cours, demeurant à L-5740 Filsdorf, 3, rue d'Aspelt,

associée unique de la société NIRINA SARL, avec siège social à L-5740 Filsdorf, 3, rue d'Aspelt, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B119.281, constituée suivant acte du notaire instrumentant en date du 31 août 2006, publié au Memorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 2052 du 2 novembre 2006.

La comparante prend les résolutions suivantes:

106741

Première résolution

Elle décide de transférer le siège de la société de Filsdorf à Luxembourg, et par conséquent de modifier l'article 2 des statuts, lequel aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 2.** Le siège de la société est établi à Luxembourg."

Deuxième résolution

Elle fixe l'adresse de la société à L-1450 Luxembourg, 5, Côte d'Eich.

Finalement, plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Dont Acte, fait et passé à Mondorf-les-Bains, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: SCHILTZ, ARRENSDORFF.

Enregistré à Remich, le 8 mars 2010. REM 2010 / 274. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Mondorf-les-Bains, le 5 août 2010.

Référence de publication: 2010107188/30.

(100121061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2010.

Abaque S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3961 Ehlinge, 7A, Z.A. am Brill.

R.C.S. Luxembourg B 34.654.

—
EXTRAIT

L'associé/gérant

Monsieur Pierre BOHLER, industriel, veuf de feu Madame Paulette KNAF, né à Gand, (Belgique), le 24 juillet 1937, demeurant à L-2714 Luxembourg, 2, rue du Fort Wallis prend acte avec émotion et profond regret du décès de son épouse Madame Paulette KNAF, de son vivant sans état particulier, née à Luxembourg, le 17 juin 1939, ayant eu son dernier domicile à L-2714 Luxembourg, 2, rue du Fort Wallis, survenu le 24 mars 2010 à Luxembourg.

Madame Paulette KNAF était mariée avec Monsieur Pierre BOHLER, préqualifié, sous le régime de la communauté universelle avec attribution de la totalité de cette communauté au profit du survivant d'eux suivant contrat de mariage reçu par le notaire Jean SECKLER en date du 1^{er} février 2001.

En vertu des stipulations du prédit contrat de mariage, toutes les parts sociales détenues par la défunte dans la Société sont échues à Monsieur Pierre BOHLER, préqualifié, qui est ainsi devenu l'associé unique des mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune représentant l'intégralité du capital social de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} septembre 2010.

Pierre BOHLER.

Junglinster, le 9 septembre 2010.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2010122052/24.

(100138117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2010.

Wajule, Société Anonyme.

Siège social: L-1592 Luxembourg, 1-7, rue Nina et Julien Lefebvre.

R.C.S. Luxembourg B 145.689.

—
Extrait des résolutions prises par l'administrateur unique de la Société en date du 28 juillet 2010

En date du 28 juillet 2010, l'administrateur unique de la Société a pris la résolution de transférer le siège social de la Société du 9, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg au 1-7 rue, Nina et Julien Lefebvre, L-1952 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 août 2010.

Wajule

Signature

Référence de publication: 2010107310/15.

(100121046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2010.

Credit Suisse K-H-R Investments (Luxembourg), S.à r.l. S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 150.501.

—
EXTRAIT

Conformément aux résolutions adoptées sous seing privé par l'assemblée générale des associés en date du 24 juin 2010, le capital social de la société a été porté à un montant de AUD 2.697.874.419,- (deux milliards six cent quatre-vingt-dix-sept millions huit cent soixante-quatorze mille quatre cent dix-neuf dollars australiens) par l'émission de 697.674.419 (six cent quatre-vingt-dix-sept millions six cent soixante-quatorze mille quatre cent dix-neuf) Parts Sociales Limitées d'une valeur nominale de AUD 1,- (un dollar australien) chacune. Lesdites Parts Sociales Limitées ont été souscrites par Credit Suisse AG, une société constituée sous le droit du canton de Zurich (Suisse), dont le siège se situe au 8, Paradeplatz, CH-8001 Zurich (Suisse) et immatriculée sous le numéro CH-020.3.923.549-1.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Au nom et pour le compte de l'Associé Commandité

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010122851/19.

(100138775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2010.

NG Luxembourg 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 5.085.156.720,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 120.899.

—
In the year two thousand and ten, on the nineteenth day of August.

Before Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

there appeared:

National Grid (US) Holdings Limited, a company governed by the laws of England, having its registered office at 1-3 Strand, London WC2N 5EH, United Kingdom and registered under number 2630496,

hereby represented by Mrs Senay GUREL, attorney-at-law, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 17 August 2010, (the "Sole Shareholder"). Said proxy signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to document that the Sole Shareholder is the sole shareholder of NG Luxembourg 3 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 9, Parc d'Activité Syrdall, L-5365, Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under Section B, number 120.899, incorporated pursuant to a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) dated 12 October 2006, published on 28 November 2006 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2221 (the «Company»). The articles of incorporation have been amended for the last time pursuant to a deed dated 21 December 2009 of the same notary Gérard Lecuit, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 25 March 2010, number 1938.

The Sole Shareholder represented as above mentioned has recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1 To amend the starting date and the ending date of the Company's financial year and to amend article 21 of the articles of incorporation of the Company, so that said article shall read as follows:

"The Company's financial year begins on the twenty-second day of August of each year and ends on the twenty-first day of August of the following year."

2 To resolve that the current financial year which began on 26 August 2009 shall end on 21 August 2010.

3 Miscellaneous.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to amend the starting date and the ending date of the Company's financial year and resolved to consequently amend article 21 of the articles of incorporation of the Company, so that said article shall read as follows:

"The Company's financial year begins on the twenty-second day of August of each year and ends on the twenty-first day of August of the following year."

Second resolution

The Sole Shareholder resolved that the current financial year which began on 26 August 2009 shall end on 21 August 2010

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The undersigned notary who knows English, states herewith that upon request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the appearing persons, who are known by the notary by their surname, first name, civil status and residence, said person signed together with Us, notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le dix-neuf août.

Par devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

National Grid (US) Holdings Limited, une société de droit anglais, ayant son siège social au 1-3 Strand, London WC2N 5EH, Royaume-Uni et enregistrée sous le numéro 2630496,

représentée aux fins des présentes par Maître Senay GUREL, avocat, demeurant à Luxembourg,

aux termes d'une procuration donnée le 17 août 2010 («l'Associé Unique»)

La prédite procuration, après avoir été paraphée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné restera annexée aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

L'Associé Unique a requis le notaire instrumentant d'acter que l'Associé Unique est le seul associé de NG Luxembourg 3 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9, Parc d'Activité Syrdall, L-5365, Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite auprès du registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 120.899, constituée suivant acte reçu par Me Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) en date du 12 octobre 2006, publié le 28 novembre 2006 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 2221 (la «Société»). Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 21 décembre 2009 suivant acte reçu par le même notaire Gérard Lecuit, publié le 25 mars 2010 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1938.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-avant, a reconnu être parfaitement au courant des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1 Modification de la date d'ouverture et de la date de clôture de l'année sociale et modification de l'article 21 des statuts de la Société, de sorte que ledit article ait la teneur suivante:

«L'année sociale commence le vingt-deuxième jour du mois d'août de chaque année et finit le vingt-et-unième jour du mois d'août de l'année suivante.»

2 Décision de clôturer l'année sociale en cours, commencée le 26 août 2009, au 21 août 2010.

3 Divers. L'Associé Unique a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier la date d'ouverture et la date de clôture de l'année sociale et, par conséquent, de modifier l'article 21 des statuts de la Société, de sorte que ledit article ait la teneur suivante:

«L'année sociale commence le vingt-deuxième jour du mois d'août de chaque année et finit le vingt-et-unième jour du mois d'août de l'année suivante.»

Deuxième résolution

L'Associé Unique a décidé de clôturer l'année sociale en cours, commencée le 26 août 2009 au 21 août 2010.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes. Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise,

suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: S. GUREL, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 25 août 2010. Relation: EAC/2010/10247. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2010122226/93.

(100138498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2010.

MS Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9573 Wiltz, 7, rue michel Thiltges.

R.C.S. Luxembourg B 154.689.

— STATUTS

L'an deux mille dix, le quinze juillet.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

ont comparu:

1. La société de droit belge BIZ UP Sprl. numéro d'entreprise BE 0889.085.370, dont le siège social se situe rue de l'Abbé Toussaint, 2 à B4950 Waimes, représentée par son gérant Monsieur Laurent SIMON, demeurant rue de l'Abbé Toussaint, 2, à B-4950 Waimes, né le 7 juin 1975 à Malmédy (matr. Belge 75.006.07.183-60);

pouvant engager la société conformément à l'article 13 de ses statuts.

2. Monsieur Jean-François Maréchal, gérant, né le 7 juin 1975 à Liège (B), (matr. Belge 77050910912); demeurant à B-4030 Liège (Belgique), 69, rue de la Chartreuse;

lesquels comparants ont arrêté comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils ont convenu de constituer entre eux:

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de "MS Partners S.à r.l."

Art. 2. Le siège social de la société est établi à Wiltz; il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Art. 3. La société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à:

- les prestations de service, le conseil et/ou le management dans les secteurs liés à la production, à la distribution, et à l'exploitation de produits cinématographiques et audiovisuels, des nouvelles technologies, de l'internet et de l'informatique, du multimedia du marketing et de la communication;

- l'achat, l'exploitation et la distribution de produits cinématographiques, multimedia, électroniques, informatiques, audiovisuels et de télévision;

- l'édition, la vente et l'achat de production et des droits d'auteurs, dans le secteur du cinéma, de la danse, de la musique et du théâtre;

- la location et la distribution de tout matériel informatique ou audiovisuel;

- le rôle d'agent ou intermédiaire pour toute société et/ou groupement de sociétés, pour toute personne et/ou groupe de personnes;

- le conseil financier et/ou le financement de toute oeuvre et/ou produit audiovisuel, théâtral, cinématographique, musical sur internet ou autres, pour tout producteur ou groupes de producteurs, distributeur ou groupes de distributeurs, exploitant ou groupes d'exploitants;

- la réalisation d'enquêtes et commandes d'ouvrages, scripts ou de travaux de recherche en vue de productions audiovisuelles ou multimedia;

- les prestations de services de conseil en organisation, promotion, communication et gestion;

- travaux de graphisme, de publicité, communication visuelle, mise en page, édition, études publicitaires, photocomposition, traitement de textes et de l'image en général, stands d'exposition ainsi que tous travaux de recherche ayant trait au domaine informatique, appliqué ou non à la photocomposition, ainsi que tous développements ayant trait à la communication visuelle;

- travaux de recherche dans le domaine des applications multimédia, création et hébergement de sites internet, création de dessins d'animation par quelques techniques que ce soit, bornes interactives, de CD-Rom interactifs, tous développements cherchant à favoriser l'apprentissage et l'éducation par le jeu;

- sous-traitance en général, ayant directement ou indirectement rapport au domaine de l'édition ou de la communication visuelle, et pouvant entreprendre tous travaux relevant de la diffusion d'informations et de programmes récréatifs ou éducatifs via internet, interactifs ou non, de programmes télévisuels ou cinématographiques;
- développer et mettre en place, en interne ou chez ses clients, une activité de formation des personnes aux logiciels informatiques existants ou à venir.
- ainsi que toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à cet objet social, ou de nature à en favoriser la réalisation.

Art. 4. La durée de la société est indéterminée. Chacun des associés aura la faculté de dénoncer sa participation moyennant préavis de six (6) mois à donner par lettre recommandée à son ou ses co-associés.

Le ou les associés restants auront un droit de préférence pour le rachat des parts de l'associé sortant.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination en valeur des parts à céder. En cas de désaccord sur la valeur des parts à céder, celle-ci sera déterminée par un expert à désigner par le président du Tribunal d'Arrondissement compétent.

Art. 5. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de DOUX MILLE QUATRE CENT EUROS (EUR 12.400.-) divisé en cent vingt-quatre (124) parts sociales de cent (EUR 100.-) euros chacune.

Art. 7. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions.

Le ou les gérants peuvent conférer à toutes personnes des pouvoirs spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

Art. 8. Aucun des associés ne pourra céder ses droits à un tiers sans le consentement de ses co-associés, représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social.

Entre associés, les parts sociales sont librement cessibles.

Art. 9. Chaque année, au trente et un décembre, il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société.

Le bénéfice net, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- 5% pour la constitution d'un fonds de réserve légal, dans la mesure des dispositions légales;
- le solde reste à la libre disposition des associés.

En cas de distribution, le solde bénéficiaire sera attribué aux associés au prorata de leur participation au capital social.

Art. 10. Le décès ou la faillite de l'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la société; les héritiers, légataires ou ayants-cause de l'associé décédé ou failli n'auront pas le droit de faire apposer des scellés sur les biens et valeurs de la société; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans le dernier bilan social.

Art. 11. Pour tous les points non expressément prévus aux présentes, les parties se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Dispositions transitoire

La première année sociale commence en date de ce jour et se termine le 31 décembre 2011.

Souscription et Libération

Les parts sociales ont été souscrites par les associés comme suit:

1. Biz Up Sprl,	62
2. Monsieur Jean-François Maréchal	62
Total cent vingt quatre parts	124

Ces parts ont été libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de DOUX MILLE QUATRE CENTS euros se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire

Frais

Les frais mis à charge de la société à raison de sa constitution sont évalués à la somme de neuf cent euros (900.- €).

Assemblée générale extraordinaire

Et de suite, les comparants sus-nommés, représentant l'intégralité du capital social de la société, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris, à l'unanimité et sur ordre du jour conforme, les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la société est fixée à L-9512 Wiltz, 7, rue Michel Thilges;
2. Sont nommés gérants de la société, Monsieur Laurent SIMON et Monsieur Jean-François MARECHAL, préqualifiés;
3. La société sera engagée par la signature individuelle de chaque gérant;
4. Les mandats ci-dessus conférés restent valables jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale.

Rien d'autre n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L.SIMON, J.MARÉCHAL, P. PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 16 juillet 2010. DIE/2010/7017. Reçu soixante-quinze euros. EUR 75.-

Le Receveur (signé): J. Tholl.

POUR COPIE CONFORME AUX FINS DE PUBLICATION AU MEMORIAL C.

Ettelbruck, le 4 août 2010.

Le notaire

Référence de publication: 2010107174/106.

(100120923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2010.

Pjur Group Service Center S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6637 Wasserbillig, 87, Esplanade de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 98.672.

Auszug der Beschlüsse der Aktionäre aus der Generalversammlung vom 9. September 2010

Am Donnerstag, den 9. September 2010 um 14.30 Uhr, haben die Aktionäre der PJUR GROUP LUXEMBOURG S.A. mit Sitz in Wasserbillig folgende Beschlüsse getroffen:

Da die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder von:

- DUX SA HOLDING, mit Sitz in 4, rue Henri Schnadt, L- 2530 Luxembourg
- Herr PATRICK GIEBEL, Kaufmann, wohnhaft in Brettenbach 24, D-54296 Trier
- PJUR GROUP LUXEMBOURG S.A., mit Sitz, 44, op der Esplanade, L-6637 Wasserbillig

2009 abgelaufen sind werden diese für sechs Jahre erneuert, das heisst bis zur ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2015.

Zudem, da das Mandat des Delegierten des Verwaltungsrates von:

- Herr PATRICK GIEBEL, Kaufmann, wohnhaft in Brettenbach 24, D-54296 Trier

2009 abgelaufen ist, wird dieses für sechs Jahre erneuert, das heisst bis zur ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2015

Desweiteren, da das Mandat des Aufsichtskommissars:

- LUX-AUDIT S.A. mit Sitz in L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie (H.R. Luxembourg B 25.797)

2009 abgelaufen ist, wird dieses für sechs Jahre erneuert, das heisst bis zur ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2015.

Wasserbillig, den 9. September 2010.

Référence de publication: 2010121650/25.

(100138256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2010.

BERKELEY Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 36-38, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 152.277.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal du Conseil d'Administration de la société BERKELEY Properties SA qui s'est tenue en date du 12 juillet 2010 que:

1. Le siège social de la société a été transféré de son siège actuel au L-2418 Luxembourg; 5, Avenue de la Reine avec effet à ce jour.

Luxembourg, le 29 juillet 2010.

Pour Extrait conforme

Signatures

Administrateurs

Référence de publication: 2010108082/16.

(100120812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2010.

Avolon Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 41.495,83.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 153.147.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 septembre 2010.

Référence de publication: 2010122050/11.

(100138427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2010.

I.E.C.L. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 151.100.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 24 août 2010

1. M. Christian HEINEN a démissionné de son mandat de gérant A.

2. M. David SANA a démissionné de son mandat de gérant B.

3. M. Philippe TOUSSAINT, administrateur de sociétés, né à Arlon (Belgique), le 2 septembre 1975, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant A pour une durée indéterminée.

4. M. Emanuele GRIPPO, administrateur de sociétés, né à Bassano del Grappa (Italie), le 3 septembre 1971, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant A pour une durée indéterminée.

5. Mme Nathalie VAZQUEZ, administrateur de sociétés, née à Metz (France), le 11 mai 1983, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme gérante B pour une durée indéterminée.

6. Mme Nathalie THILL, administrateur de sociétés, née à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), le 19 février 1969, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme gérante B pour une durée indéterminée.

7. Le nombre des gérants a été augmenté de 2 à 4.

Luxembourg, le 10 septembre 2010.

Pour extrait sincère et conforme

Pour I.E.C.L. S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2010122155/27.

(100138609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2010.

Arkadija GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4249 Esch-sur-Alzette, 25, rue de Montpellier.
R.C.S. Luxembourg B 155.344.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendundzehn, am siebten September.

Vor dem Endesunterzeichneten Notar Roger ARRENSDORFF, im Amtssitze zu Bad-Mondorf.

Sind erschienen:

1. Elena SCHMIT, agent de développement local, Wohnhaft zu L-4249 Esch-sur-Alzette, 25, rue de Montpellier;

2. Dejan ILIEVSKI, Arbeiter, Wohnhaft zu L-4249 Esch-sur-Alzette, 25, rue de Montpellier,

hier vertreten durch Elena SCHMIT, vorgeannt,

auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift vom 3. September 2010,

welche Vollmacht nach ne varietur Unterzeichnung durch die Komparenten und den amtierenden Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigebogen bleibt um mit derselben einregistriert zu werden,

Welche Komparenten den unterzeichneten Notar ersuchten, die Satzung einer von ihnen zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburgischem Recht wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Die Gesellschaftsbezeichnung lautet: "ARKADIJA GMBH".

Art. 2. Gegenstand der Gesellschaft ist der Betrieb einer Imbissbude, der Ausschank von alkoholischen und nicht alkoholischen Getränken sowie der Betrieb einer Imbissbude auf Rädern für den Verkauf auf Messen und Märkten, An- und Verkauf, Import und Export.

Die Gesellschaft kann desweiteren sämtliche Geschäfte industrieller, kaufmännischer, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Natur tätigen, die mittelbar oder unmittelbar mit dem Hauptzweck in Zusammenhang stehen oder zur Erreichung und Förderung des Hauptzweckes der Gesellschaft dienlich sein können.

Art. 3. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Esch-sur-Alzette.

Art. 4. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausend fünfhundert Euro (12.500.-€) und ist in hundert (100) Anteile von je hundertfünfundzwanzig Euro (125.-€) eingeteilt.

Art. 6. Unter Gesellschaftern sind die Anteile frei abtretbar. An Drittpersonen dürfen die Anteile nur abgetreten werden nachdem sie vorher per Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung den verbleibenden Gesellschaftern zur Übernahme angeboten wurden zum Wert wie er sich aus der letzten Bilanz ergibt und diese dieses Angebot nicht angenommen haben innerhalb von zwei (2) Monaten nach obengenannter Inkennzeichnung.

Im Fall einer Annahme des Angebots durch die verbleibenden Gesellschafter geschieht dies im Verhältnis zur Anzahl der schon durch sie gehaltenen Gesellschaftsanteile. Verzichtet ein Gesellschafter auf sein Vorkaufsrecht, so geht letzteres auf die anderen Gesellschafter über im Verhältnis zur Anzahl der schon durch sie gehaltenen Anteile.

Für den Fall daß Anteile von Todes wegen an einen Nichtgesellschafter, ausgenommen den überlebenden Ehegatten oder Nachkommen, übergegangen sind, so ist letzterer verpflichtet sie innerhalb von zwei (2) Monaten nach Ableben des vorherigen Besitzers den übrigen Gesellschaftern unter Einhaltung obengenannter Prozedur zur Übernahme anzubieten.

Art. 7. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer verwaltet, deren Zahl, Amtsdauer und Befugnisse durch die Generalversammlung festgesetzt werden und die zu jeder Zeit durch letztere abberufen werden können, ohne Angabe von Gründen.

Art. 8. Der Tod, die Entmündigung oder der Konkurs eines Gesellschafters bewirken nicht die Auflösung der Gesellschaft. Die Erben des verstorbenen Gesellschafters sind nicht berechtigt Siegel auf die Güter und Papiere der Gesellschaft anlegen zu lassen. Zur Wahrung ihrer Rechte dürfen ausschließlich diejenigen Werte in Betracht gezogen werden wie sich aus der letzten Bilanz ergeben.

Art. 9. Das Gesellschaftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 10. Jedes Jahr wird am einunddreißigsten Dezember das Inventar aller Aktiva und Passiva der Gesellschaft aufgestellt. Der ausgewiesene Nettogewinn nach Abzug der Unkosten, Gehälter und sonstiger Abschreibungen, wird wie folgt zugewiesen:

- fünf (5 %) vom Hundert der Schaffung einer gesetzlichen Rücklage solange diese Rücklage nicht zehn (10 %) vom Hundert des Kapitals darstellt.
- der Rest steht zur freien Verfügung der Gesellschafter.

Art. 11. Im Fall der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren, von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

Art. 12. Im Falle einer Einpersonengesellschaft, werden die durch das Gesetz oder obenstehende Satzung der Generalversammlung zustehenden Rechte durch den alleinigen Gesellschafter ausgeübt.

Art. 13. Für alle Punkte die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Komparenten auf die gesetzlichen Bestimmungen des Gesetzes betreffend die Handelsgesellschaften vom 18. September 1933 beziehungsweise der diesbezüglichen Abänderungsgesetze.

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen von Artikel 183 des Gesetzes vom 18. September 1933 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Die Komparenten Elena SCHMIT und Dejan ILIEVSKI, vorgenannt, erklären die wirklich Berechtigten des eingezahlten Gesellschaftskapitals zu sein, welche Gelder aus keiner Straftat entstammen.

Schätzung der Gründerkosten

Die der Gesellschaft aus Anlaß ihrer Gründung entstehenden Kosten, Honorare und Auslagen werden von den Parteien auf siebenhundert Euro (700.-€) abgeschätzt.

Zeichnung und Einzahlung

Das Gesellschaftskapital wurde wie folgt gezeichnet und zugeteilt:

1) Elena SCHMIT, vorgeannt, fünfzig Anteile	50
2) Dejan ILIEVSKI, vorgeannt, fünfzig Anteile	50
Total: Hundert Anteile	100

Alle Anteile wurden vollständig und in bar eingezahlt, so daß der Betrag von zwölftausend fünfhundert Euro (12.500.-€) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt ausnahmsweise heute und endet am 31. Dezember 2010.

Generalversammlung

Sodann vereinigen die Gesellschafter sich in einer ausserordentlichen Generalversammlung zu welcher sie sich als gehörig und richtig einberufen erklären und nehmen folgende Beschlüsse:

1) Die Zahl der Geschäftsführer wird auf zwei (2) festgelegt.

2) Werden als Geschäftsführer ernannt:

- Elena SCHMIT, agent de développement local, wohnhaft zu L-4249 Esch-sur-Alzette, 25, rue de Montpellier, technischer Geschäftsführer;

- Dejan ILIEVSKI, Arbeiter, wohnhaft zu L-4249 Esch-sur-Alzette, 25, rue de Montpellier, administrativer Geschäftsführer.

3) Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift der Geschäftsführer.

4) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-4249 Esch-sur-Alzette, 25, rue de Montpellier.

Vor Abschluß der gegenwärtigen Urkunde hat der unterzeichnete Notar die Komparenten auf die Notwendigkeit hingewiesen, die behördlichen Genehmigungen zu erhalten zwecks Ausübung des Gesellschaftsgegenstandes.

Worüber Urkunde, errichtet wurde zu Bad-Mondorf in der Amtsstube.

Nach Vorlesung an die Komparenten, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: SCHMIT, ARRENSDORFF.

Enregistré à Remich, le 10 septembre 2010. REM 2010 / 1188. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Mondorf-les-Bains, le 10 septembre 2010.

Référence de publication: 2010122064/98.

(100138579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2010.

Akka Development, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2361 Strassen, 5, rue des Primeurs.

R.C.S. Luxembourg B 154.620.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 9 septembre 2010.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2010122059/11.

(100138581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2010.

B-Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 143.458.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 10 septembre 2010

1. Monsieur Alex LEGRAND a démissionné de son mandat d'administrateur.

2. Mme Monique JUNCKER, administrateur de sociétés, née à Ettelbrück (Grand-Duché de Luxembourg), le 9 avril 1964, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.

Luxembourg, le 10 septembre 2010.

Pour extrait sincère et conforme

Pour B-Investment S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2010122065/16.

(100138630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2010.

Macquarie European Vehicle Safety Holdings 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.

R.C.S. Luxembourg B 117.174.

Le bilan rectifié au 31.12.2009, qui remplace le bilan au 31.12.2009, déposé au Registre de Commerce en date du 01/09/2010 sous la référence (L100134354), a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 septembre 2010.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2010122075/13.

(100137764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2010.

Camargue Investments S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 146.532.

Auszug des Beschlusses der Verwaltungsratssitzung vom 10. Mai 2010

In der Verwaltungsratssitzung vom 10. Mai 2010 wurde einstimmig beschlossen, dass Herr Max GALOWICH, Jurist, geboren in Luxemburg, am 30. Juli 1965, beruflich ansässig in L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt, für vier Jahre zum Vorsitzenden des Verwaltungsrates ernannt wird, d.h. bis zur der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2014.

Luxemburg, den 10. Mai 2010.

Référence de publication: 2010122090/11.

Inversiones Bren S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 123.601.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 59033 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010122165/10.

(100138572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2010.

First International Investment Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 1, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 146.221.

L'an deux mille dix, le vingt-trois août.

Par-devant Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Hubert Weisslinger, né le 29 août 1959 à Grosblierstroff (France), gérant de société, demeurant à La Palmeraie, F34 270 Cazeveille,

ici représenté par Monsieur Bertrand Leyder, employé privé, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée le 17 août 2010, ci-annexée.

Lequel comparant, agissant en sa qualité de seul et unique associé (ci-après «l'Associé Unique») de la société à responsabilité limitée «First International Investment Company S.à r.l.», ayant son siège social au 1, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 146221, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 14 mai 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1145 du 10 juin 2009 (ci-après «la Société»), prend les résolutions suivantes:

106751

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de quatre millions deux cent dix-neuf mille quatre cent trente-neuf euros (EUR 4.219.439.-) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) à quatre millions deux cent trente et un mille neuf cent trente-neuf euros (EUR 4.231.939.-) par la création et l'émission de quatre millions deux cent dix neuf mille quatre cent trente neuf (4.219.439) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune.

Souscription et Libération

- Monsieur Hubert Weisslinger, prénommé, déclare souscrire à quatre millions deux cent dix-neuf mille trois cent quatre-vingt-dix (4.219.390) parts sociales et décide de les libérer entièrement par l'apport à la Société de quatre-vingt-six mille cent dix (86.110) actions de la société «BERINVEST», une société par actions simplifiée de droit français, ayant son siège social au 119, rue du Maréchal Foch, F-57200 Sarreguemines, inscrite au RCS de Sarreguemines sous le n° 434.376.943,

- Madame Nadia Ravasio, épouse Weisslinger, née le 29 mars 1960 à Macon, France, demeurant à La Palmeraie, F-34 270 Cazevieille, ici représentée par Monsieur Bertrand Leyder, prénommé, en vertu d'une procuration établie par acte sous seing privé le 17 août 2010, ci-annexée, déclare souscrire à quarante-neuf (49) parts sociales et décide de les libérer entièrement par l'apport à la Société d'une (1) action de la société «BERINVEST», préqualifiée.

Les apports sont évalués à la somme de quatre millions deux cent cinquante mille euros (EUR 4.250.000.-), dont un montant de quatre millions deux cent dix-neuf mille quatre cent trente-neuf euros (EUR 4.219.439.-) sera alloué au capital et un montant de trente mille cinq cent soixante et un euros (EUR 30.561.-) sera alloué au poste «compte courant actionnaire» de la Société.

Les documents justificatifs de la souscription et de l'existence de l'apport en nature ont été présentés au notaire soussigné.

Il résulte d'une déclaration signée par les souscripteurs en date du 17 août 2010 que les actions apportées en nature sont libres de tout gage et garantie et qu'il n'existe aucun obstacle à leur libre transfert à la Société.

Cette déclaration restera annexée aux présentes.

Deuxième résolution:

En conséquence de la résolution précédente, le premier alinéa de l'article 5 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

Art. 5. (premier alinéa). «Le capital social est fixé à quatre millions deux cent trente et un mille neuf cent trente-neuf euros (EUR 4.231.939.-) représenté par quatre millions deux cent trente et un mille neuf cent trente-neuf (4.231.939) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune, chaque part étant entièrement libérée.»

Frais et Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont estimés à quatre mille euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, le comparant a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: B. LEYDER, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 30 août 2010. Relation: EAC/2010/10363. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2010122132/60.

(100138648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2010.

Honor Investment S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 116.424.

La Convention de Domiciliation conclue en date du 1^{er} janvier 2009 entre la Société Anonyme HONOR INVESTMENT S.A., avec Siège social au 19-21, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, et la Société Européenne de Banque S.A., avec Siège social au 19-21, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 13.859, a été dénoncée avec effet immédiat en date du 3 septembre 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque
Société Anonyme
Edoardo Tubia / Andrea Carini

Référence de publication: 2010122154/14.

(100138618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2010.

Collineo Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 141.421.

Suite à la convention de cession de parts sociales entrée en vigueur en date du 30 août 2010 entre la société Sal. Oppenheim Alternative Asset Management S.A., ayant son siège social au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg et la société CAM CAPITAL GmbH, ayant son siège social au Lissaboner Allee 1, 44269 Dortmund, Allemagne, l'actionnariat de Collineo Holding S.à r.l se compose désormais comme suit:

CAM CAPITAL GmbH:	120 parts sociales
Total	120 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 31 août 2010.

Certifié conforme

Signatures

Référence de publication: 2010122852/18.

(100138422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2010.

Norbel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.000.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 109.354.

Extrait des résolutions de l'associé unique

En date du 31 août 2010, l'associé unique a décidé de renouveler, pour une durée indéterminée, les mandats des gérants de classe A sortants, Sylvie Abtal-Cola, avec adresse professionnelle au 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg et Johan Dejans, avec adresse professionnelle au 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, et ce avec effet immédiat.

En cette même date, l'associé unique a décidé de renouveler, pour une durée indéterminée, le mandat de gérant de classe B sortant, John D. Cook, avec adresse professionnelle au 100, Wall Street, 11th Floor, NY - 10005 New York, Etats-Unis d'Amérique, et ce avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 septembre 2010.

Aurore Dargent

Mandataire

Référence de publication: 2010122902/20.

(100138793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2010.

High Point Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 134.078.

Les comptes annuels au 27 novembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Christelle Ferry.

Référence de publication: 2010122952/10.

(100139031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2010.